

Macro Dev

Macroéconomie
et développement

MAI 2026 | N° 76

République
dominicaine :
À toute vitesse à
travers la tempête

Auteur
Thibault Vasse

République dominicaine : À toute vitesse à travers la tempête

Thibault Vasse – vasset@afd.fr

Date de fin de rédaction : 17/03/2026

Résumé : Petit pays des Caraïbes, la République dominicaine s'est fermement positionnée parmi les économies les plus dynamiques d'Amérique latine, portée par une expansion rapide de la consommation et de l'investissement privés. La stratégie économique de libéralisation et d'ouverture économique, complétée par la mise en place de régimes fiscaux avantageux, a permis de diversifier l'économie, de soutenir la croissance et d'accélérer la convergence avec les économies avancées.

Le pays a également réalisé d'importantes avancées dans le développement humain, illustrées par un meilleur accès aux services de base et une forte baisse de la pauvreté. Toutefois, la faiblesse des filets de sécurité, ainsi que les lacunes dans le système éducatif et de santé entravent la formation de capital humain, la lutte contre la précarité et la réduction des inégalités. Ainsi, les retombées de la croissance économique, pourtant très favorable, ne bénéficient pas pleinement à la population.

Les autorités se mobilisent pour faire face aux importants défis environnementaux. Il s'agit de bâtir une résilience face à des aléas climatiques de plus en plus variés, fréquents et sévères. Assurer la soutenabilité environnementale du modèle de croissance, qui repose aujourd'hui sur une expansion rapide d'activités à forte empreinte écologique et environnementale est un défi de taille. La stratégie gouvernementale, ambitieuse en la matière, peut se prévaloir de réalisations tangibles, notamment dans les énergies renouvelables. Néanmoins, des lacunes dans le cadre institutionnel et un manque de moyens administratifs, humains et financiers contraignent sa mise en œuvre.

Les autorités ont réussi à maîtriser les comptes publics au cours de la période post-crisis de 2020 et 2022 et ont inscrit la dette publique sur une trajectoire baissière, après des années de hausse. Cependant, la charge d'intérêt a fortement augmenté ces dernières années et pèse dans le budget de l'État. Le principal défi réside dans la mobilisation des recettes publiques qui sont faibles et pâtissent d'un système fiscal traversé d'exemptions et en proie à l'évasion. Sans une réforme fiscale volontariste, le gouvernement pourra difficilement satisfaire les vastes besoins d'investissements dans les infrastructures, les services publics et l'environnement.

Aujourd'hui, la République dominicaine témoigne d'un dynamisme économique, d'une stabilité politique et d'un élan réformateur indéniables. Le bon capital politique dont dispose le président Luis Abinader constitue une précieuse opportunité pour relever les défis qui pèsent de longue date sur la trajectoire de développement de son pays. Si le gouvernement y arrive, alors les conditions seront favorables pour pleinement libérer le potentiel de la République dominicaine et assurer la prospérité de sa population.

Thématique : macroéconomie, développement, risque pays

Géographie : République dominicaine

1. Une économie dynamique et extravertie dans un contexte externe sous tension

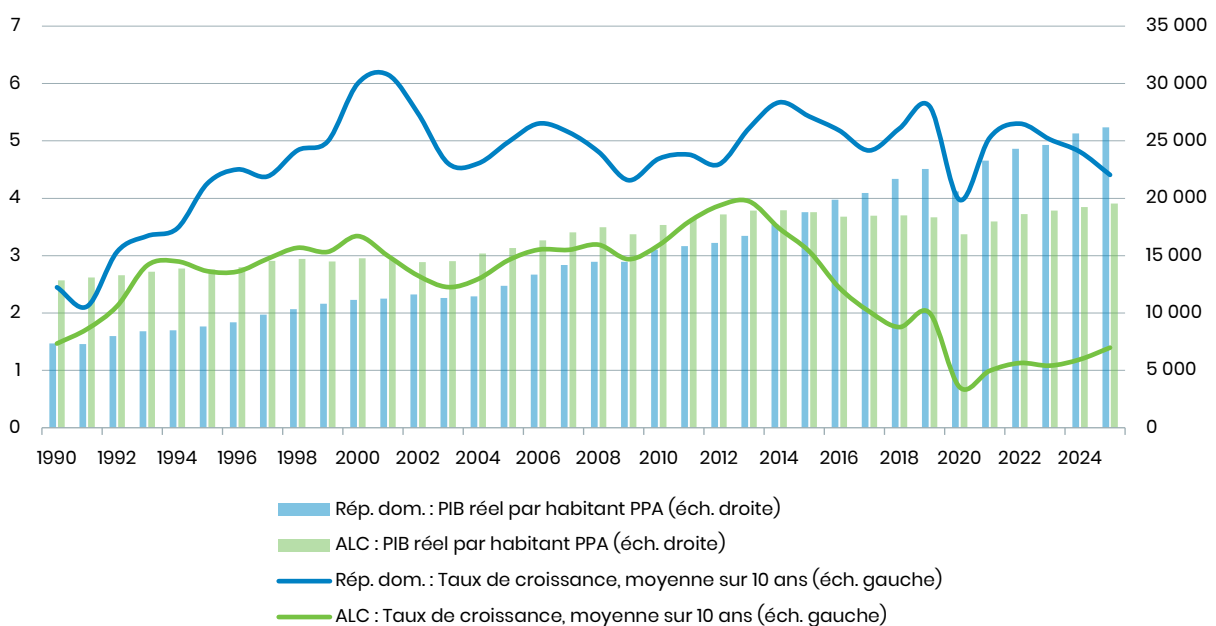
Un dynamisme économique sans équivoque

L'économie dominicaine a enregistré des taux de croissance très dynamiques sur une longue période. Depuis le début des années 2000, ceux-ci se situent autour de 5 % en moyenne, bien au-dessus de la moyenne des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) d'environ 2 % (**Graphique 1**). À partir de 2014, la trajectoire de croissance dominicaine s'est détachée de celles de ses pairs, le pays ayant été largement épargné par la fin du super cycle des matières premières qui a touché beaucoup de pays de la région. Ainsi, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) de la République dominicaine a dépassé la moyenne d'ALC dès 2015.

De fait, le pays s'est positionné comme l'une des économies les plus dynamiques de la région, avec un taux de croissance moyen de 4,4 % entre 2016 et 2025, le deuxième plus élevé après le Guyana.

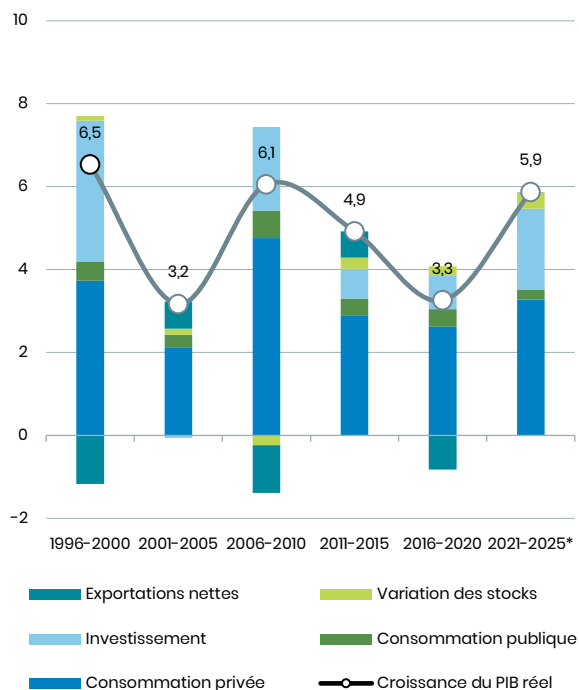
L'investissement et surtout la consommation privée en sont les moteurs principaux. Entre 1996 et le troisième trimestre 2025, la consommation privée a représenté environ les deux tiers de la croissance totale dominicaine et l'investissement, environ un tiers (**Graphique 2**). *A contrario*, le commerce international a eu un impact négatif sur la croissance, la croissance des importations ayant dépassé celle des exportations. La consommation publique, quant à elle, a eu un effet négligeable sur la trajectoire de croissance du pays.

Graphique 1 – Croissance et PIB par habitant de la République dominicaine *versus* l'Amérique latine et Caraïbes



Source : FMI, calculs de l'auteur.

Graphique 2 – Croissance moyenne par composante, 1996-2025* (%)

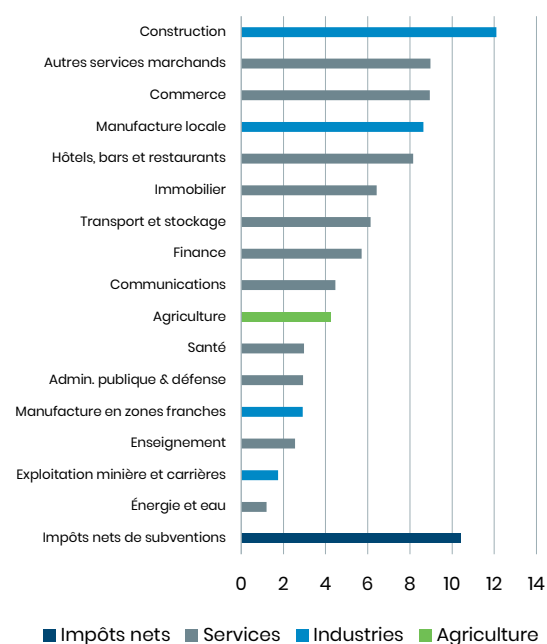


Source : BCRD, calculs de l'auteur.

* Seulement les trois premiers trimestres de 2025

Du point de vue sectoriel, les activités tertiaires tirent largement la croissance. Entre 1996 et 2025, les services, notamment les commerces, l'hôtellerie-restauration et les services immobiliers, ont vu leur part dans le PIB augmenter de 50 % à 60 % et ont contribué en moyenne à hauteur de 58,8 % de la croissance réelle (**Graphique 3**). Les activités industrielles (représentant en moyenne 25 % de la croissance économique) sont surtout tirées par la construction (12,1 %) et la manufacture locale (8,6 %). Les activités des zones franches (2,9 %) et extractives (1,7 %) ont quant à elles eu un impact direct marginal sur la croissance du pays, au même titre que celles du secteur agricole (4 %).

Graphique 3 – Contribution sectorielle moyenne à la croissance, 1996-2025* (%)

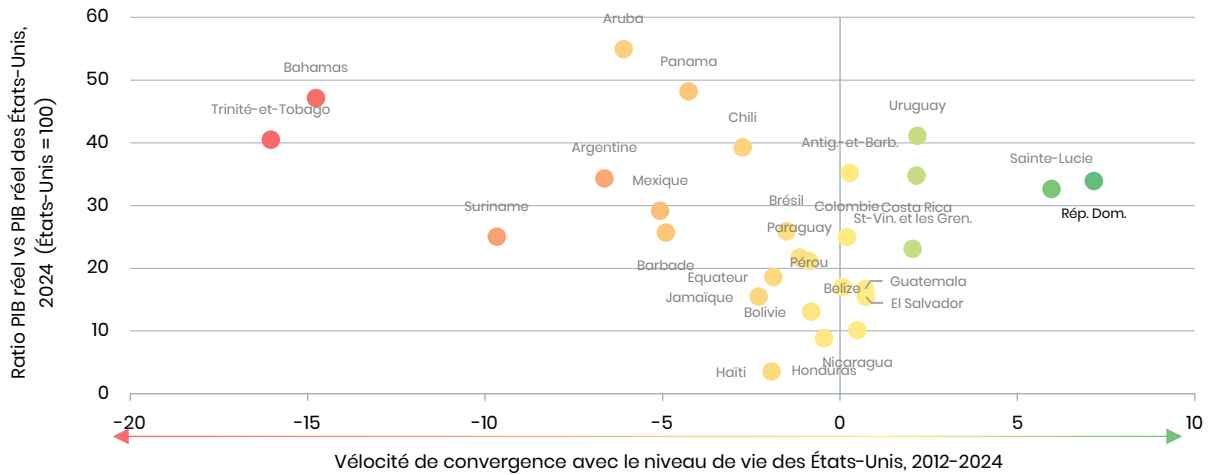


Source : BCRD, calculs de l'auteur.

* Seulement les trois premiers trimestres de 2025

Ce dynamisme économique a soutenu une forte convergence avec les niveaux de vie des économies avancées. À l'exception du Guyana, la République dominicaine est le pays dont le PIB par habitant a le plus rapidement convergé avec celui des États-Unis entre 2012 et 2024, l'écart s'étant réduit de 7 points de pourcentage (**Graphique 4**, axe horizontal). L'écart de richesse demeure important ; en 2024, le PIB par habitant dominicain représentait 34 % de celui des États-Unis, contre 41 % pour l'Uruguay ou 48 % pour le Panama par exemple (**Graphique 4**, axe vertical). Pour autant, le dynamisme dont témoigne l'économie dominicaine sur une longue période augure des perspectives prometteuses de convergence si la croissance se maintient à ces niveaux.

Graphique 4 – Amérique latine et Caraïbes : convergence avec le niveau de vie des États-Unis, 2014-2024



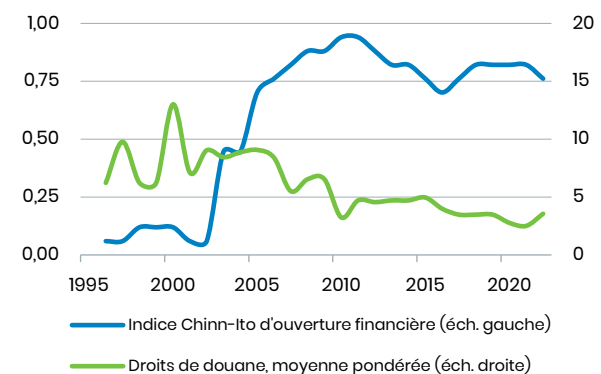
Source : FMI, calculs de l'auteur.

Une économie diversifiée, extravertie et soutenue par le crédit

Depuis les années 1990, l'économie dominicaine s'est engagée dans un processus de libéralisation et d'ouverture sur le monde. Dans les années 1980, un ensemble de rigidités économiques et de politiques publiques incohérentes ont mené à l'accumulation de déséquilibres importants (inflation, taux de change surévalué, érosion des réserves de changes, déficits publics non soutenables, arriérés sur la dette, etc.). Comme de nombreux pays d'Amérique latine, la République dominicaine est entrée dans une période d'instabilité macroéconomique ayant nécessité l'aide du FMI (*Stand-By Arrangement* entre 1991 et 1993) et un effort d'allègement de la dette *via* le Club de Paris (Cardoso et Young 2002). Les années 1990 ont marqué un tournant pour le pays ; le gouvernement de Joaquín Balaguer a enclenché la libéralisation de l'économie, éliminant les prix administrés, flexibilisant le taux de change et adoptant des politiques

plus ouvertes au commerce et à l'investissement international. Ces efforts se sont poursuivis dans les années 2000 et ont mené à la signature de multiples traités de libre-échange et d'accords bilatéraux d'investissement (**Tableau 1**). Cette ouverture progressive s'illustre au travers de la hausse de l'indice de Chinn-Ito^[1] et la baisse progressive des droits de douane appliqués en moyenne par le pays (**Graphique 5**).

Graphique 5 – Indice d'ouverture financière et droits de douane moyens



Source : Portland State University, Banque mondiale.

[1] L'indice Chinn-Ito mesure le degré dans lequel des restrictions s'appliquent aux transactions financières transfrontalières.

Tableau 1 – Les accords de libre-échange et d'investissement de la République dominicaine

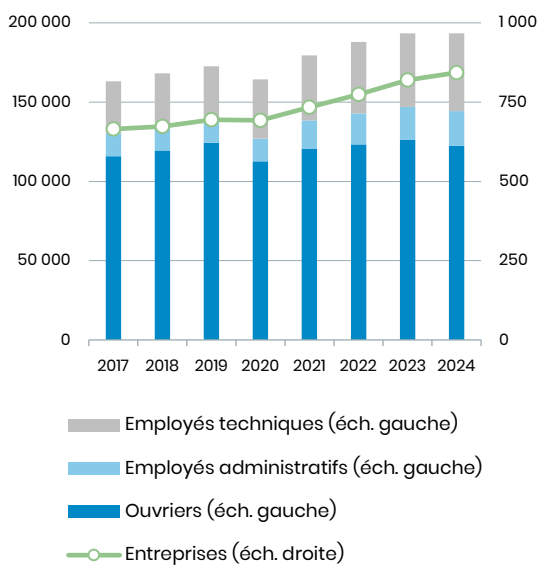
Partenaire	Statut	Signature
Traité de libre-échange		
<i>Panama</i>	En vigueur	17/07/1985
<i>Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua</i>	En vigueur	16/04/1998
<i>CAFTA-DR : Amérique centrale et États-Unis</i>	En vigueur	05/08/2004
<i>EU-CARIFORUM : UE et États des Caraïbes</i>	En vigueur	30/03/2006
<i>UK-CARIFORUM : Royaume-Uni et États des Caraïbes</i>	En vigueur	22/03/2019
<i>Canada</i>	Annoncé	-
Traité bilatéraux d'investissement		
<i>Espagne</i>	En vigueur	16/03/1995
<i>Équateur</i>	Résilié	26/06/1998
<i>France</i>	En vigueur	14/01/1999
<i>Haïti</i>	Signé	08/10/1999
<i>Taiwan</i>	En vigueur	05/11/1999
<i>Cuba</i>	Signé	15/11/1999
<i>Chili</i>	En vigueur	28/11/2000
<i>Argentine</i>	Signé	16/03/2001
<i>Finlande</i>	En vigueur	27/11/2001
<i>Maroc</i>	En vigueur	23/05/2002
<i>Panama</i>	En vigueur	06/02/2003
<i>Suisse</i>	En vigueur	27/08/2004
<i>Pays-Bas</i>	En vigueur	30/03/2006
<i>Italie</i>	En vigueur	12/06/2006
<i>Corée</i>	En vigueur	30/06/2006

Source : OMC, CNUCED.

En même temps, le pays a développé un vaste réseau de zones économiques spéciales (ZES). La République dominicaine a ainsi été l'un des pionniers en la matière, établissant sa première ZES en 1969 (la Romana). Le pays en compte aujourd'hui 94 selon les données du Consejo Nacional de Zonas Francas de Exportación. Bénéficiant d'un régime fiscal très avantageux et d'une position géographique stratégique, ces zones ont joué un rôle important dans la stratégie de développement du pays, et ont notamment permis d'attirer de nombreux investissements directs à l'étranger (IDE). Regroupant aujourd'hui plus de 840 entreprises et près de 200 000 emplois (**Graphique 6**), les ZES sont devenues un moteur

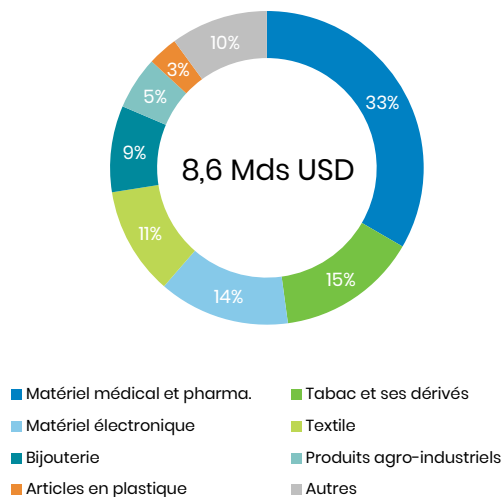
important de création d'emplois formels et mieux rémunérés. Elles ont également soutenu l'émergence d'activités manufacturières à plus haute valeur ajoutée, telles que la production de bijoux (9 % des exportations des ZES), de textiles (12 %), de matériel électronique (14 %), de matériel médical et de produits pharmaceutiques (33 %, **Graphique 7**). L'essor des ZES a largement bénéficié de la proximité avec les États-Unis, les entreprises états-uniennes cherchant à profiter d'une fiscalité et d'une main-d'œuvre moins coûteuses. En 2024, les ZES généraient 8,6 Mds USD d'exportations (soit 62 % des exportations totales du pays) dont les trois quarts à destination des États-Unis.

Graphique 6 – Nombre d’entreprises et d’emplois dans les zones économiques spéciales



Source : Consejo Nacional de Zonas Francas de Exportación, calculs de l’auteur.

Graphique 7 – Exportations des zones économiques spéciales par type d’activités

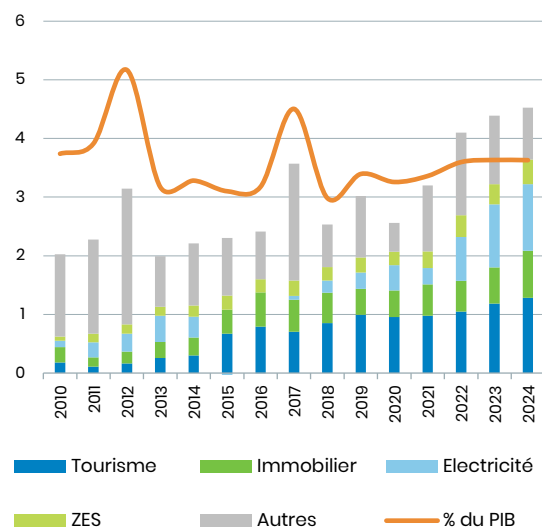


Source : Consejo Nacional de Zonas Francas de Exportación, calculs de l’auteur.

Ces efforts d’ouverture ont porté leurs fruits en termes d’attractivité pour les investisseurs internationaux.

Les entrées nettes d’IDE^[2] en République dominicaine ont doublé, passant de 2,2 Mds USD en 2014 (3,3 % du PIB) à 4,5 Mds USD en 2024 (3,6 % du PIB, **Graphique 8**). Le tourisme représente 29 % des IDE en moyenne sur 2020-2024, suivi du secteur électrique (20 %), dont la part dans les flux entrants d’IDE a fortement augmenté ces dernières années, et de l’immobilier (16 %). Les ZES représentent quant à elles 9 % des entrées nettes d’IDE du pays. Leur capacité à attirer des IDE serait par ailleurs intimement liée aux préférences commerciales octroyées par les États-Unis (Banque mondiale 2016). La République dominicaine est ainsi devenue une destination majeure d’IDE au sein de l’ACL, se situant désormais au 6^e rang des pays bénéficiaires d’investissements étrangers dans la région (**Graphique 9**).

Graphique 8 – Entrées nettes d’IDE en République dominicaine (Mds USD)

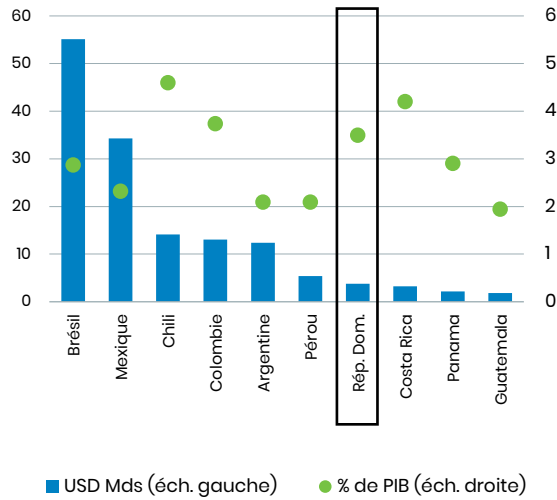


Source : BCRD, calculs de l’auteur.

[2] Les entrées nettes d’IDE correspondent à la valeur des investissements directs réalisés par des investisseurs ne résidant pas dans l’économie déclarante, y compris les bénéfices réinvestis et les

prêts intra-groupe, déduction faite des rapatriements de capitaux et des remboursements de prêts.

Graphique 9 – Top 10 des bénéficiaires d'IDE en ALC, 2020–2024 (moyenne pluriannuelle)

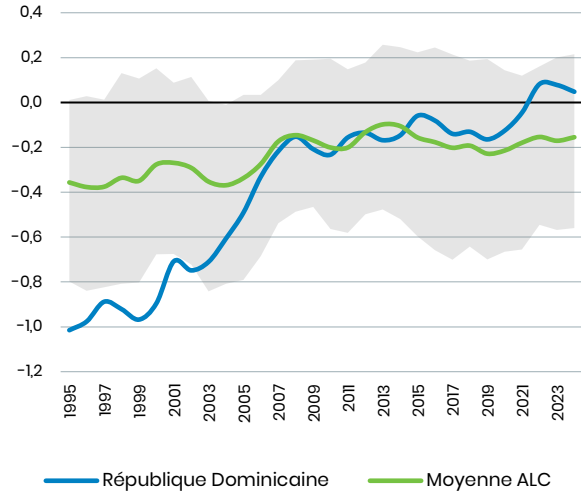


Source : CNUCED, calculs de l'auteur.

La base d'exportation s'est diversifiée. D'un point de vue structurel, la montée en puissance des ZES a permis de développer de nouvelles activités plus sophistiquées. Ceci s'illustre au travers d'une nette amélioration de l'indice de complexité économique du pays (*Economic Complexity Index*^[3]) qui est passé du quartile inférieur d'ALC dans les années 1990 à proche du quartile supérieur en 2023 (**Graphique 10**). La diversification des exportations qui en résulte tranche avec celle des pairs régionaux ; les matières premières (agricoles, énergétiques, minerais) ne représentaient que 40 % des exportations du pays en moyenne sur 2021–2023, bien en dessous de la moyenne d'ALC (64 %, **Graphique 11**). Ceci constitue un facteur important de résilience, la République dominicaine étant relativement moins exposée aux fluctuations des prix des matières premières que la plupart des pays de la région.

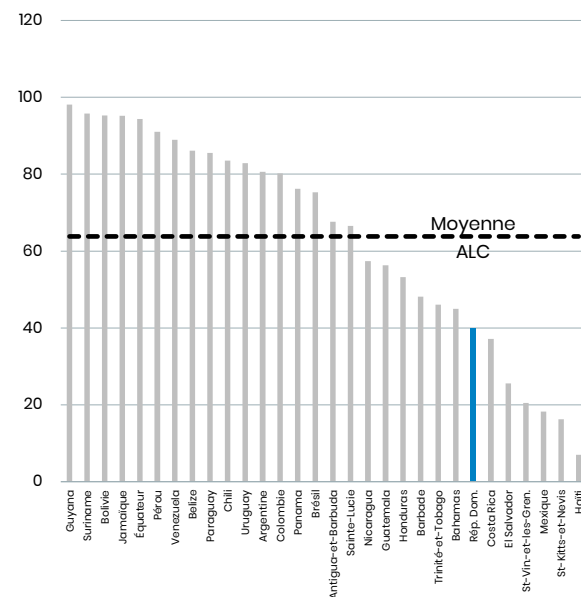
[3] L'*Economic Complexity Index* est produit par l'*Observatory of Economic Complexity* (OEC). Initialement, il s'agit d'un projet de recherche du MIT. Il mesure le niveau de sophistication des produits en analysant la spécialisation et localisation des

Graphique 10 – Indice de complexité économique de la République dominicaine



Source : Observatory of Economic Complexity, calculs de l'auteur.

Graphique 11 – Part des matières premières dans les exportations en ALC, 2021–2023

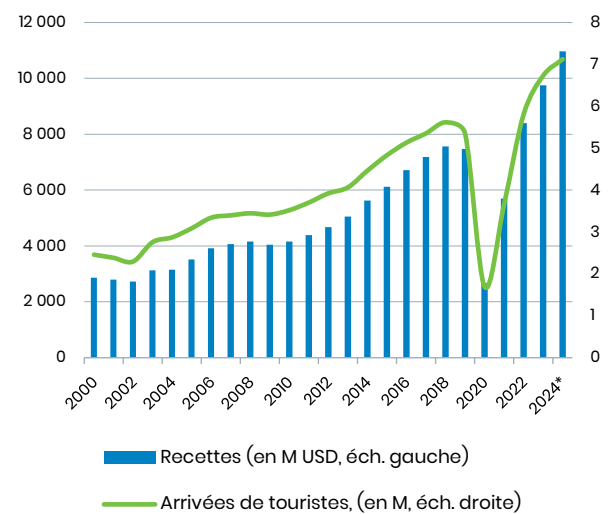


Source : CNUCED, calculs de l'auteur.

activités économiques. L'indice de complexité économique tient compte des poids des différents produits dans les exportations des pays.

Le tourisme s'est développé à vive allure et constitue l'un des piliers de l'économie, promu depuis longtemps par les autorités dominicaines, notamment *via* la mise en place un système d'incitations et d'exemptions fiscales ciblées (**Encadré 1**). Ainsi, le secteur a attiré d'importants financements étrangers et a rapidement joué un rôle essentiel dans la création de richesse. Entre 2000 et 2024, les arrivées de visiteurs internationaux et les recettes générées par le tourisme ont augmenté respectivement de 190 % et 284 % (**Graphique 12**). L'impact de la crise Covid pour le secteur a été très important (perte de près de 70 % des arrivées de touristes), mais le secteur a dépassé ses performances pré-Covid dès 2022. Selon les données d'ONU Tourisme, le pays aurait accueilli 8,5 millions de visiteurs en 2024, se classant au deuxième rang des destinations touristiques en ALC après le Mexique (45 millions), suivi de la Colombie (6,8 millions) et du Brésil (6,8 millions). Près de 400 000 emplois directs et indirects dépendaient du secteur en 2024.

Graphique 12 – Performance du secteur touristique dominicain



Source : Oficina Nacional de Estadística, calculs de l'auteur.

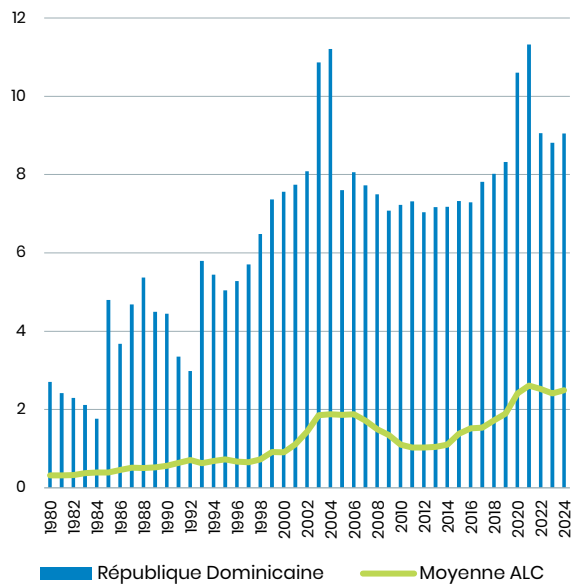
* Estimations à meilleure date

Encadré 1 – Le régime fiscal du secteur du tourisme en République dominicaine

Le régime fiscal du tourisme en République dominicaine est en grande partie encadré par la loi n° 158-01 (CONFOTUR), adoptée en 2001. Elle vise à attirer les investissements dans les infrastructures hôtelières, l'immobilier dans les zones touristiques et les activités connexes, afin d'accroître la compétitivité de la République dominicaine en tant que destination touristique mondiale. Parmi les principaux avantages octroyés par la loi figurent : (i) une exemption d'impôt sur les sociétés pouvant couvrir les dix premières années d'exploitation ; (ii) une exemption de taxe foncière pouvant couvrir les quinze premières années d'exploitation ; (iii) une exemption de droits de mutation lors de la vente des actifs ; (iv) une exemption de droits douane pour toute importation de matériaux et d'équipements nécessaires au développement des projets.

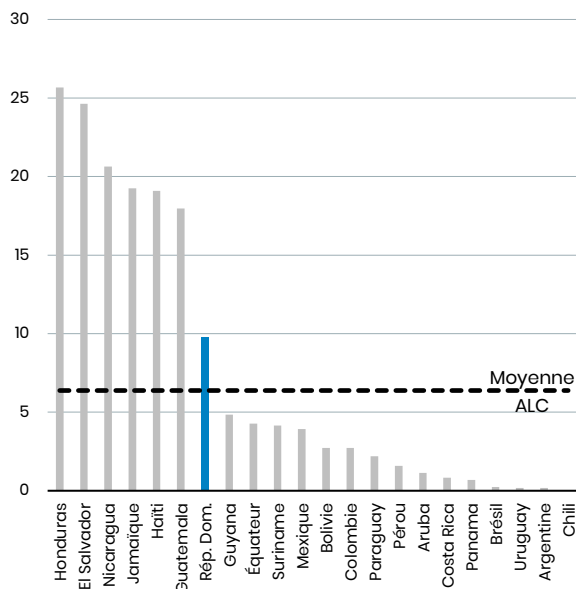
Pour bénéficier de ces avantages, les projets doivent être approuvés par le Consejo de Fomento Turístico, logé au sein du ministère du Tourisme.

Graphique 13 – Transferts de la diaspora en République dominicaine (% du PIB)



Source : Banque mondiale.

Graphique 14 – Transferts de la diaspora en ALC, 2020-2024 (% du PIB, moyenne)



Source : Banque mondiale, calculs de l'auteur.

L'importante diaspora dominicaine soutient la croissance domestique via ses transferts d'argent.

Pour une population nationale estimée à 11,4 millions, la République dominicaine compte environ 1,9 millions d'émigrés, dont 1,5 millions (77 %) aux États-Unis. Les remises de la diaspora ont un poids important et croissant dans l'économie dominicaine. Sur les dix dernières années, elles ont doublé en volume jusqu'à représenter 9,8 % du PIB en moyenne entre 2020 et 2024, contre 4,4 % du PIB en moyenne entre 1990 et 1994 (Graphique 13). De fait, la République dominicaine est l'un des pays d'ALC recevant le plus de remises (Graphique 14). Historiquement, elles se sont montrées plus stables que l'aide publique au développement et ont permis d'atténuer les chocs externes, de contribuer à la croissance économique et de soutenir les trajectoires de développement à long terme des pays en développement (Stojanov, Nemeč et Libor 2019). En République dominicaine, elles ont joué un rôle contracyclique, permettant de soutenir la consommation des ménages, notamment à la suite de catastrophes naturelles (Ratha 2006). Ces flux comptent parmi les facteurs ayant permis de soutenir la résilience de l'économie dominicaine dans la durée.

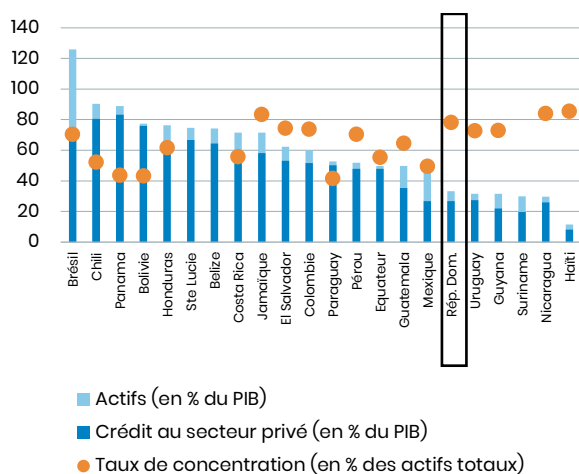
L'expansion du crédit à l'économie soutient les investissements privés et s'appuie sur un secteur bancaire en bonne santé.

Malgré un nombre conséquent d'acteurs^[4], le secteur reste de taille limitée. En comparaison régionale, la République dominicaine est l'un des pays dans lequel le système bancaire est le plus modeste, avec des actifs totaux de 33 % du PIB et un crédit au secteur privé de 27 % du PIB en 2021, contre des moyennes régionales autour de 60 % et 50 % du PIB respectivement (Graphique 15).

[4] Le secteur bancaire dominicain est composé de 47 entités d'intermédiation financière dont

16 banques « traditionnelles » qui représentent 88 % des actifs nets.

Graphique 15 – Taille du secteur bancaire en ALC, 2021

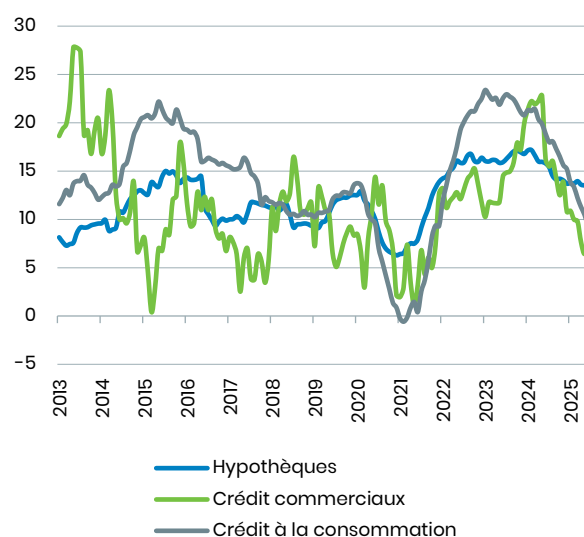


Source : Banque mondiale.

C'est également l'un des secteurs bancaires les plus concentrés, trois des plus grandes banques (Banreservas, Banco Popular et Banco BHD) détenant 78 % des actifs. Pourtant, son rôle est crucial dans le financement de l'économie et tend à s'accroître, grâce à une bonne rentabilité et à une solide santé bilancielle (Tableau 2)^[5].

Sur la décennie passée, les crédits commerciaux, les crédits hypothécaires et les crédits à la consommation ont respectivement augmenté de 10,6 %, 12,4 % et 13,9 % en moyenne par an, soit des taux supérieurs au taux de croissance nominale de l'économie de 7 % (Graphique 16). Cette rapide expansion du crédit est un facteur important qui soutient l'investissement privé domestique.

Graphique 16 – Croissance du crédit bancaire (% g. a.)



Source : Superintendencia de Bancos.

Tableau 2 – Aperçu des indices de stabilité et de rentabilité bancaires

Indicateur		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025*
Rentabilité	Rentabilité des fonds propres	14,30	16,44	15,02	14,07	17,57	18,55	21,81	20,56	18,23
	Rentabilités des actifs	2,03	2,38	2,21	1,95	2,26	2,52	3,08	2,98	2,65
Stabilité	Ratio de solvabilité	18,18	18,12	17,27	18,36	20,83	17,19	16,68	17,35	17,89
	Taux de prêts non performants	2,02	1,86	1,60	1,99	1,72	0,93	0,95	1,17	1,52
	Liquidity Coverage Ratio	-	74,93	76,19	88,10	108,51	107,59	95,06	96,22	92,59

Source : FMI, calculs de l'auteur.

* Les données 2025 couvrent les mois de janvier à septembre.

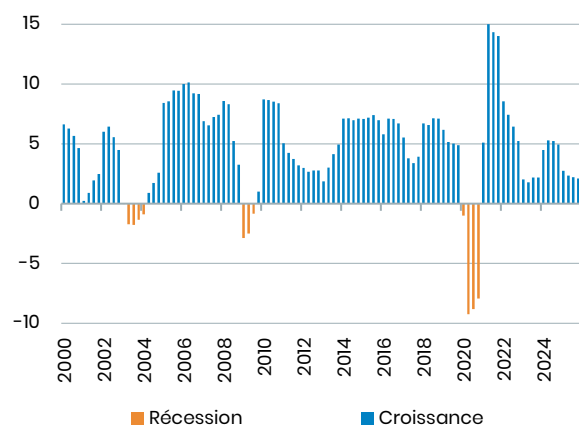
[5] Les stress tests de la BCRD et de la Superintendencia de Bancos montrent que le secteur est résilient face à une pluralité de chocs. Même dans le scénario le plus sévère avec une hausse du taux de PNP à plus de 10 %, les niveaux de capitalisation restent au-

dessus des minimums règlementaires et la bonne rentabilité des banques permet de les reconstituer rapidement.

Une conjoncture sous tension et des défis structurels à relever

En tant que petite économie extravertie, la République dominicaine est particulièrement exposée aux chocs externes. En effet, comme détaillé *supra.*, les secteurs clés, tels que les ZES ou le tourisme, dépendent de la demande externe. De même, la consommation des Dominicains repose en partie sur les remises de la diaspora, alors que l'investissement s'appuie sur les importants flux d'IDE que le pays reçoit. Ainsi, l'ensemble de l'économie est sensible aux évolutions de la conjoncture internationale, comme ce fut le cas, d'ailleurs, à plusieurs reprises. Si la trajectoire de croissance du pays est remarquablement robuste depuis la crise bancaire de 2003, seules la crise financière internationale de 2008 et la crise du Covid-19 ont poussé le pays dans des récessions (Graphique 17).

Graphique 17 – Croissance du PIB réel par trimestre (% g. a.)



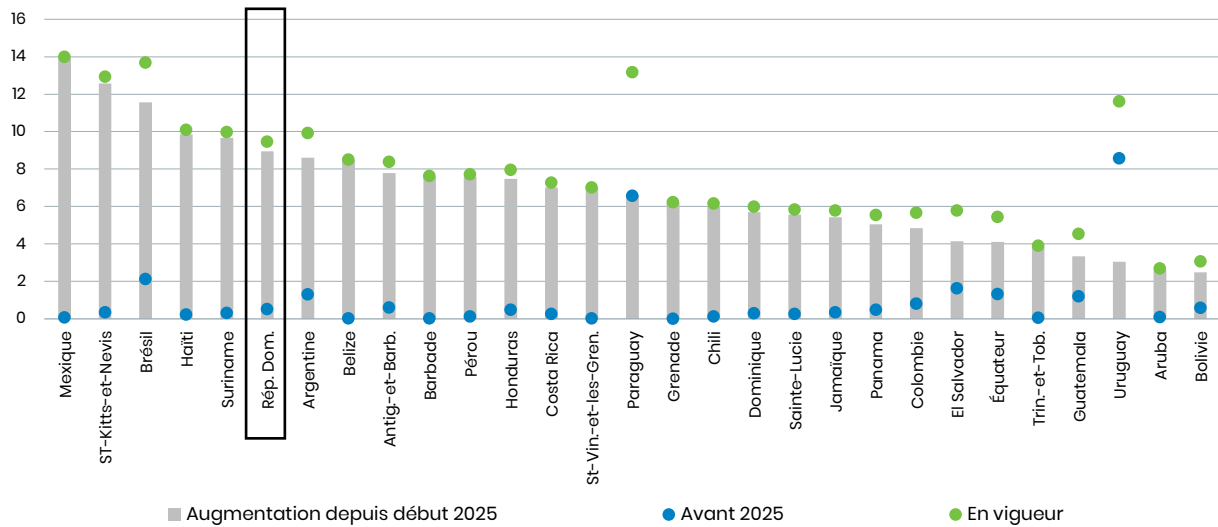
Source : BCRD, calculs de l'auteur.

Le commerce international connaît un nouvel épisode d'incertitude lié à l'administration Trump II. Lors du *Liberation Day* en avril 2025, l'annonce des droits de douane marque une rupture nette avec le *statut quo* du commerce mondial. Si l'administration états-unienne a fait marche arrière sur les taux initialement annoncés, la communauté internationale a vu la première économie mondiale imposer les droits de douane les plus élevés depuis les années 1920. En dépit de ses bonnes relations avec le géant états-unien, la République dominicaine n'a pas été épargnée et a, elle aussi, subi le taux minimal de 10%. Du fait de la structure de ses exportations vers les États-Unis, la République dominicaine est l'un des pays d'ALC dont le taux moyen effectif a le plus augmenté par rapport à fin 2024, se situant à 10,9 %, contre 0,5 % fin-2024 (Graphique 18)^[6]. Si l'impact sur la croissance internationale semble contenu pour l'heure, notamment grâce à des importations anticipées en début d'année, l'incertitude mondiale atteint des niveaux records. Les droits de douane ont été annulés par la Cour Suprême début 2026, mais les menaces de l'administration Trump d'imposition de nouveaux tarifs douaniers à 15 % jette à nouveau ses partenaires commerciaux dans l'incertitude.

[6] À noter qu'un grand nombre de matières premières, notamment énergétiques sont exemptées des droits de douane états-uniens. Ceci modère le taux effectif moyen pour beaucoup de pays d'ALC, dont

les exportations reposent en grande partie sur les matières premières.

Graphique 18 – Droits de douane effectifs moyens imposés aux pays d’ALC par les États-Unis (%)

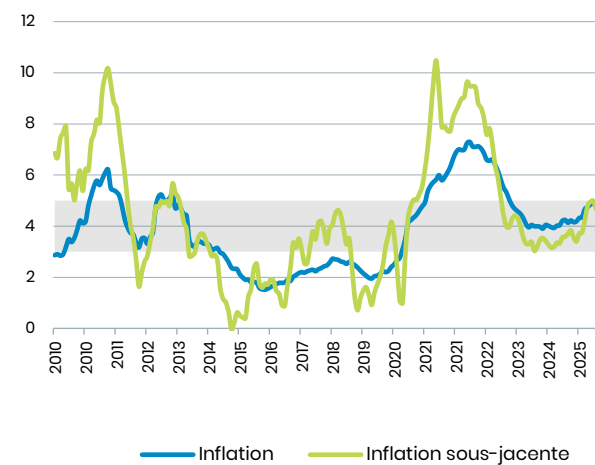


Source : CNUCED, calculs de l’auteur.

La politique monétaire dominicaine est contrainte par celle des États-Unis. La guerre en Ukraine et la hausse généralisée des prix des matières premières ont poussé l’inflation dominicaine à 8,8 % en moyenne sur 2022 (**Graphique 19**). En ligne avec la plupart des banques centrales dans le monde, la Banco Central de la República Dominicana (BCRD) a fortement réhaussé son taux directeur, avec une hausse cumulée de 550 points de base (pbs) entre novembre 2021 et 2022 (**Graphique 20**). Ceci, couplé à la normalisation progressive des cours mondiaux des matières premières, a permis une baisse rapide de l’inflation, revenue dans sa zone cible (4 % +/-1%) dès avril 2023. En ligne avec la baisse de l’inflation, la BCRD a entamé un cycle d’assouplissement monétaire en juin 2023. En même temps, l’inflation persistante aux États-Unis a ralenti la baisse des taux directeurs de la *Federal Reserve* (Fed) alors que la BCRD assouplissait sa politique monétaire, réduisant l’écart entre les taux directeurs des deux pays à un niveau historiquement bas. En parallèle, la transmission de la politique monétaire s’est érodée : la tendance du taux d’emprunt moyen pratiqué par les banques divergeant progressivement du taux directeur pratiqué

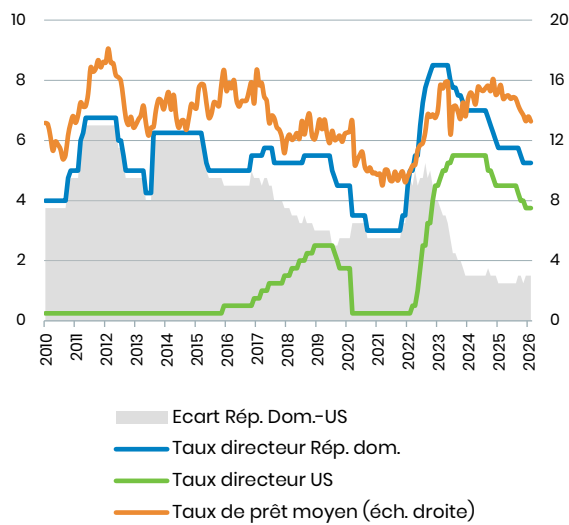
par la BCRD. Ceci illustre un défi structurel pour la BCRD : la sensibilité de la transmission de sa politique monétaire aux politiques monétaires de la *Federal Reserve*. Ce n’est qu’après l’annonce par la Fed d’une baisse de 25 pbs en septembre 2025, que la BCRD a, à son tour, abaissé son taux directeur à 5,5 % début octobre, puis à 5,25 % en novembre 2025.

Graphique 19 – Taux d’inflation en République dominicaine (%)



Source : BCRD, calculs de l’auteur.

Graphique 20 – Taux directeurs en République dominicaine et aux États-Unis



Source : FMI, BCRD, calculs de l'auteur.

Pour faciliter la transmission de la politique monétaire, la BCRD a injecté des liquidités dans le système bancaire. Depuis mi-2024, celle-ci a notamment remis en place des mesures similaires à celles adoptées durant la crise Covid, dont : (i) la réduction des réserves obligatoires ; (ii) la mise en place d'opérations de Repo ; (iii) le déploiement d'une facilité de liquidité rapide (Fonds monétaire international 2025a). Dans un contexte où la Fed semble s'engager dans un nouveau cycle d'assouplissement, ces instruments ont déjà permis de faire baisser les taux interbancaires. Si cette tendance se poursuit, alors les conditions financières devraient s'améliorer pour l'ensemble de l'économie dominicaine. Cependant, le déclenchement récent du conflit au Moyen-Orient pourrait entraîner une nouvelle vague mondiale d'inflation avec, à nouveau, le risque d'un durcissement des politiques monétaires, notamment en cas d'enlisement.

En raison de ces facteurs, l'économie dominicaine a ralenti en 2025. L'incertitude généralisée a érodé la confiance des ménages et des entreprises. En même temps, les conditions financières restrictives ont pesé

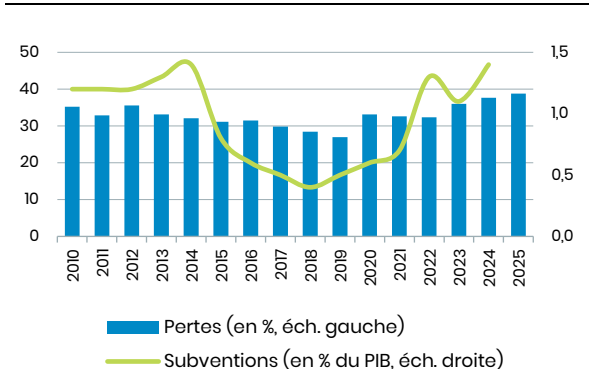
sur la croissance du crédit. Ainsi, la consommation et l'investissement, les deux forces motrices de l'économie dominicaine, ont faibli considérablement. L'indice d'activité économique de la BCRD montre un ralentissement depuis mi-2024 avec une croissance estimée à 2,1 % en 2025. En dehors des crises mondiales (Covid-19 et la crise de 2008), il s'agit de la pire performance économique du pays depuis plus de vingt ans. Néanmoins, les perspectives de croissance à moyen terme restent bonnes. Selon le FMI, elle devrait accélérer pour atteindre 4,5 % en 2026 et convergerait avec son potentiel de 5 % d'ici 2028.

Pour autant, des risques importants demeurent du fait de la forte dépendance aux États-Unis. Pour rappel, la République dominicaine est l'une des économies les plus dépendantes du géant états-unien, qui représente en moyenne sur les cinq dernières années : 27 % des touristes ; 33 % des IDE entrants ; 53 % des exportations et 83 % des remises de la diaspora. Cette dépendance constitue une vulnérabilité significative, dans un contexte où l'économie états-unienne présente des risques de ralentissement et d'inflation persistante. De même, les États-Unis pourraient connaître une période d'instabilité politique, institutionnelle et sécuritaire en amont des *midterms* de 2026. De surcroît, une potentielle bulle financière liée aux investissements massifs dans l'IA pourrait se solder par une période de fortes turbulences financières et économiques aux États-Unis mais aussi pour le système financier international (Gopinath 2025). La matérialisation de ces risques impacterait vraisemblablement l'ensemble des échanges commerciaux et financiers entre les deux pays, aux conséquences socioéconomiques délétères pour la République dominicaine. De manière générale, l'accumulation de risques économiques et géopolitiques dans le monde rendent les projections de croissance très incertaines, malgré les bons fondamentaux du pays.

Au-delà des enjeux conjoncturels, la question énergétique continue d’être l’un des défis principaux pour la compétitivité du pays.

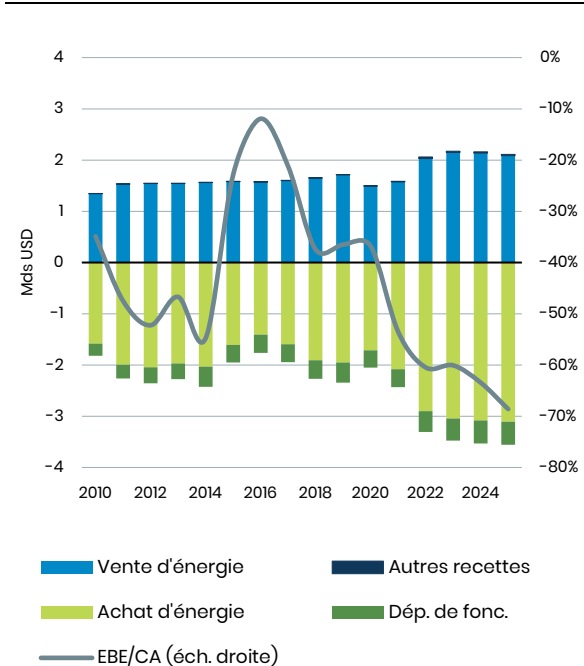
Le cadre institutionnel est obsolète, fragmenté et souffre d’une faible application de la réglementation (Banque mondiale 2023a). Les pertes du système de distribution électrique sont très élevées (38,8 % en 2025) et augmentent tendanciellement depuis 2019 (27 %, **Graphique 21**). En dépit de prix de l’électricité parmi les plus hauts d’Amérique Latine Caraïbe, le secteur n’est pas encore viable financièrement. Les prix de vente ne permettent pas de couvrir les coûts. De manière croissante, les pertes sont couvertes par des subventions publiques. Les entreprises publiques de distribution présentent en effet des déficits bruts d’exploitation systématiques qui se creusent progressivement depuis 2016 et ont atteint plus de 1,4 Md USD (soit 69 % du chiffre d’affaires) en 2025 (**Graphique 22**). Les faiblesses du système pèsent sur les performances du secteur privé, coûtent cher à l’État et exacerbent les inégalités sociales et territoriales. L’adoption du Pacte Électricité (*Pacto Eléctrico*), qui vise la diversification du mix énergétique, le redressement du système de distribution et la viabilité financière des entreprises de distribution, est un signal positif. Cependant, sa mise en œuvre reste poussive, la hausse des prix de l’électricité étant visiblement en pause depuis juin 2022.

Graphique 21 – Pertes et subventions publiques dans la distribution d’électricité



Source : Ministerio de Energía y Minas, Hacienda, ONE, calculs de l’auteur.

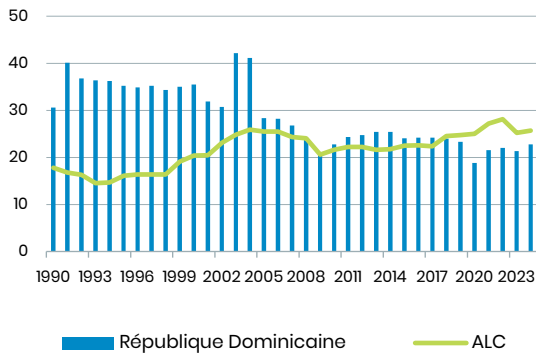
Graphique 22 – Performances financières des entreprises publiques de distribution



Source : Ministerio de Energía y Minas, calculs de l’auteur.

L’économie reste assez peu intégrée dans les chaînes de valeur mondiales. En dépit des efforts des autorités et de l’émergence de plusieurs secteurs clés tournés vers l’extérieur, le poids des exportations de biens et services dans le PIB baisse tendanciellement depuis des décennies et est inférieur à la moyenne d’ALC depuis 2018 (**Graphique 23**). De même, la participation aux chaînes de valeur mondiales et régionales, mesurée par le commerce des biens intermédiaires en pourcentage du PIB, est de 15,9 %, soit un niveau inférieur à celui de pays pairs, tels que le Guatemala (16,5 %), le Costa Rica (18,3 %), le Salvador (25 %), le Mexique (33,1 %) et le Nicaragua (42,8 %) (Banque mondiale 2023d). Toutefois, notons, que la République dominicaine pourrait bénéficier de la nouvelle donne géo-commerciale, notamment grâce aux phénomènes de *near-shoring* et *friendshoring*. Reste à voir si ces nouvelles opportunités pourront bénéficier pleinement à l’économie locale.

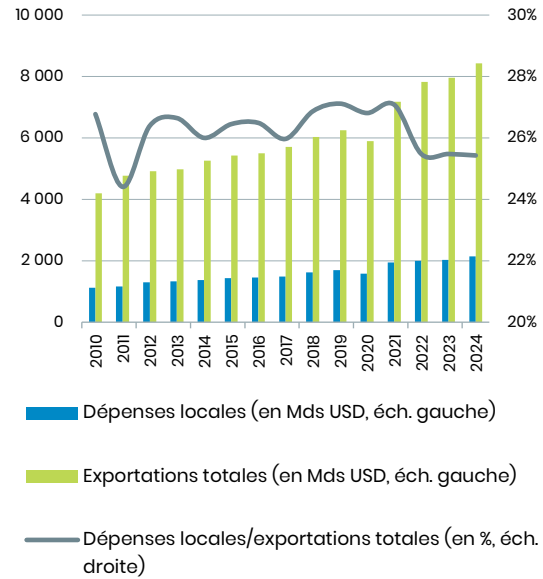
Graphique 23 – Exportations de biens et services (% du PIB)



Source : Banque mondiale.

La dualité l'économie exportatrice versus l'économie locale est marquée. Si les ZES sont les principaux contributeurs aux exportations, leurs liens avec l'économie locale sont encore trop limités. De fait, plutôt que de favoriser l'essor de filières nationales, les ZES importent la grande majorité de leurs entrants (notamment des États-Unis) pour ensuite les transformer et réexporter les produits finis vers ces mêmes pays. Si les dépenses locales liées aux ZES ont doublé depuis 2010, le ratio de dépenses locales-sur-exportations totales stagne sur la même période (**Graphique 24**). De surcroît, environ deux tiers des dépenses locales sont destinés à l'achat de services et non d'entrants industriels. Il existe donc des marges de progression pour approfondir l'intégration locale des ZES et pleinement valoriser leur potentiel pour le développement du tissu industriel dominicain.

Graphique 24 – Dépenses locales et exportations des ZES



Source : Consejo Nacional de Zonas Francas de Exportación, calculs de l'auteur.

2. Un modèle social minimaliste dont les limites se font sentir

Des avancées notables dans le développement humain

La forte croissance du pays a permis une augmentation considérable de son indice de développement humain (IDH). Entre 1990 et 2023, celui-ci est passé de 0,59 (équivalent à un développement humain « moyen » selon la terminologie du Programme des Nations unies pour le développement [PNUD]) à 0,78 (développement « élevé »), positionnant le pays au 89^e rang mondial et en ligne avec la moyenne d'ALC (Tableau 3). En analysant l'évolution de l'indice selon ses composantes, il ressort que cette progression reflète surtout des améliorations dans le revenu national brut par habitant (+216 % entre 1990 et 2024) et, dans une moindre mesure, le nombre moyen d'années de scolarité (+79 %). Le pays continue d'accuser des retards en termes d'espérance de vie et d'années attendues de scolarité pour les enfants en âge d'entrer à l'école.

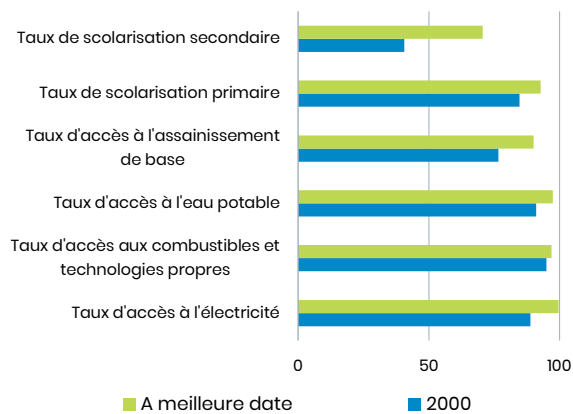
L'accès aux services publics s'est également amélioré. Les projets d'infrastructures entrepris ces dernières années ont permis d'étendre la couverture des services d'électricité, d'eau et d'assainissement. Selon le service, le taux d'accès se situe désormais entre 90 % (assainissement) et 99 % (électricité) de la population dominicaine (Graphique 25). Cependant, des inégalités d'accès demeurent, notamment d'un point de vue territorial, avec des écarts pouvant aller jusqu'à 50 points de pourcentage selon les régions (OCDE 2022). De même, les taux de scolarisation se sont nettement améliorés, notamment dans le secondaire, où le taux de scolarisation est passé de 41 % en 2000 à 71 % en 2018, contre 93 % pour l'école primaire.

Tableau 3 – Indice de développement humain et ses composantes

		1990	2000	2010	2023	ALC	Δ 2019-2023	Rep. dom./ALC
Indice de développement humain (0-1)		0,59	0,66	0,72	0,78	0,78	32 %	99 %
Santé	Années d'espérance de vie	67,7	70,4	72,0	73,7	75,61	9 %	97 %
Éducation	Années de scolarité espérées	9,3	11,1	13,2	13,6	14,77	47 %	92 %
	Nombre moyen d'années de scolarité	5,3	6,5	7,2	9,4	9,13	79 %	103 %
Niveau de vie	RNB par habitant (PPA, \$ internationaux)	6 963	10 353	14 321	22 024	18 048	216 %	122 %

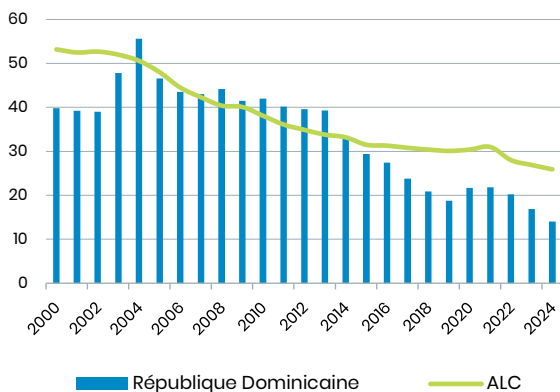
Source : PNUD, calculs de l'auteur.

Graphique 25 – Taux d'accès aux services publics en République dominicaine (%)



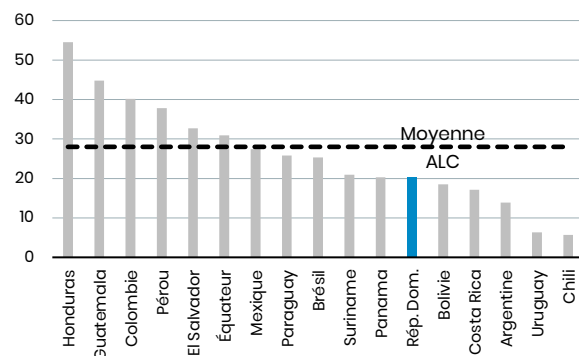
Source : Banque mondiale.

Graphique 26 – Taux de pauvreté à 6,85 USD/jour en République dominicaine (%)



Source : Banque mondiale.

Graphique 27 – Taux de pauvreté à 6,85 USD/jour en ALC, 2022 (%)



Source : Banque mondiale, calculs de l'auteur.

La réduction de la pauvreté est l'une des grandes réussites des dernières décennies.

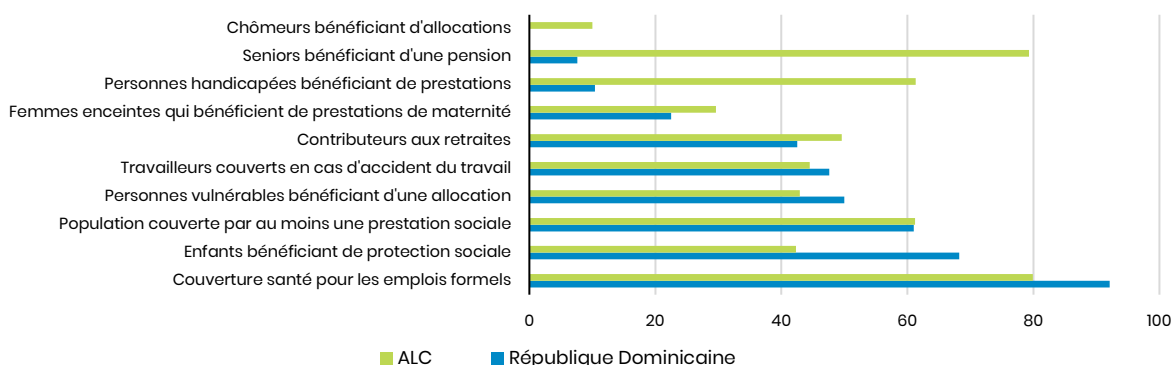
Le taux de pauvreté monétaire à 6,85 USD PPA constants/jour (seuil appliqué aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure [PRITS]) est passé de 56 % en 2004 à 14 % en 2024, soit l'équivalent de 3,5 millions de Dominicains sortis de la pauvreté (Graphique 26). L'effet de la crise Covid s'est résorbé dès 2022 et la tendance à la baisse s'est poursuivie en 2025. En comparaison avec les pays pairs, la République dominicaine est passée en dessous de la moyenne d'ALC depuis 2015 et se situe désormais dans le quartile inférieur des taux de pauvreté de la région (Graphique 27). Toutefois, les personnes vulnérables (définies ici comme celles vivant avec moins de 14 USD/jour) représenteraient environ 43 % de la population, le plus haut ratio de la région (Banque mondiale 2023c). Ce segment de la population présente un risque et pourrait (re)tomber dans la pauvreté en cas de choc, notamment climatique.

Des filets de sécurité peu développés, des systèmes sociaux lacunaires

La couverture des mécanismes de sécurité sociale contributive est limitée.

Les taux de couverture pour les principaux programmes de protection sociale sont souvent inférieurs aux moyennes d'ALC (Graphique 28). De fait, plusieurs filets de sécurité sociale (retraites, aides pour personnes âgées et handicapées, assurance chômage) ont été établis juridiquement, mais n'ont toujours pas été pleinement opérationnalisés. Seule une personne active sur deux contribuerait au système de retraite. La couverture est inexistante pour l'assurance chômage (couverture effective de 0 % des chômeurs à meilleure date) et particulièrement faible pour le système de retraite (7,6 % des seniors percevraient une pension).

Graphique 28 – Taux de couverture des différents programmes de protection sociale (%)

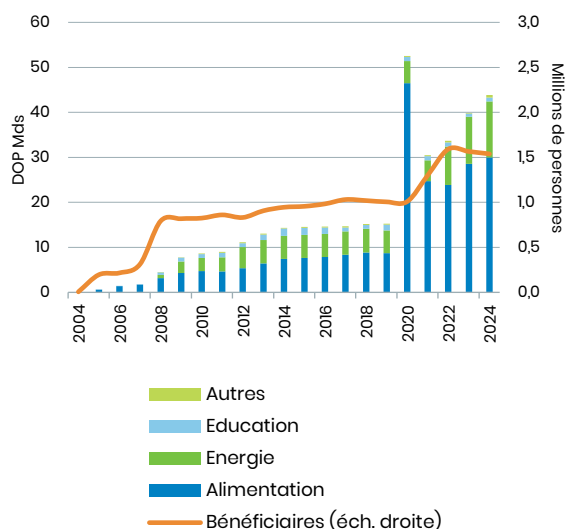


Source : OIT.

La protection sociale et la lutte contre la pauvreté reposent principalement sur des aides, souvent mal ciblées et instrumentalisées. Le système d'aides sociales consiste principalement en des transferts monétaires *via* le programme *Supérate*, avec des dispositifs permettant notamment de couvrir des frais de santé, alimentaires (*Aliméntate*), de scolarité (*Aprende*) et énergétiques (*Bonoluz* et *Bonogaz*). Les autorités ont rapidement étendu la couverture et la générosité de *Supérate* en réponse à la crise du Covid-19 (**Graphique 29**). Aujourd'hui, 1,5 million de Dominicains bénéficient des aides octroyées par *Supérate*. Ces programmes ont largement contribué à la baisse de la pauvreté dans le pays et permis la protection des ménages dominicains lors des crises récentes de 2020-2022.

Cependant, certains dispositifs d'aides sociales ne sont pas optimisés. De manière générale, les ressources mobilisées sont fortement concentrées dans l'aide alimentaire (68 % des dépenses de 2024). La part croissante des aides pour couvrir les dépenses énergétiques (28 %) reflète ici encore les fragilités du système électrique, qui est par conséquent subventionné au niveau de l'offre (entreprises publiques) et de la demande (ménages). En comparaison, les autres aides (3 %), notamment pour l'éducation et la santé, sont marginales.

Graphique 29 – Aperçu des dépenses et de la couverture de *Supérate*

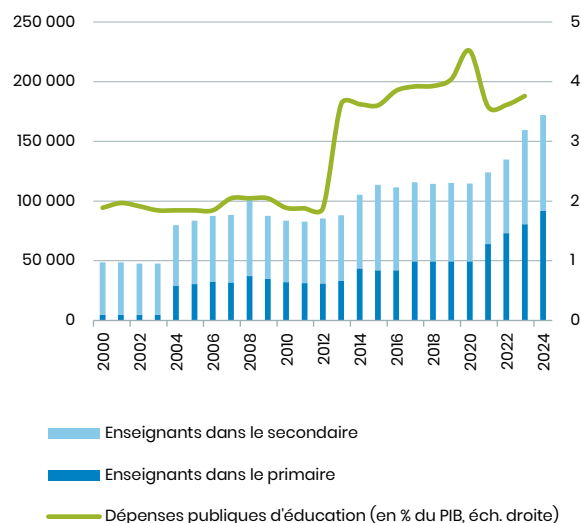


Source : ONE, calculs de l'auteur.

Pourtant, elles pourraient être plus efficaces pour répondre aux causes profondes des difficultés sociales des ménages démunis. De surcroît, les programmes de *Supérate* ne seraient pas suffisamment ciblés envers les ménages les plus démunis (OCDE 2022). De même, ils ont également été instrumentalisés par le passé à des fins clientélistes, notamment en périodes électorales (Benito Sánchez 2023). Ces éléments pèsent fortement sur leur efficacité, un problème d'envergure dans un contexte où les finances publiques sont de plus en plus contraintes.

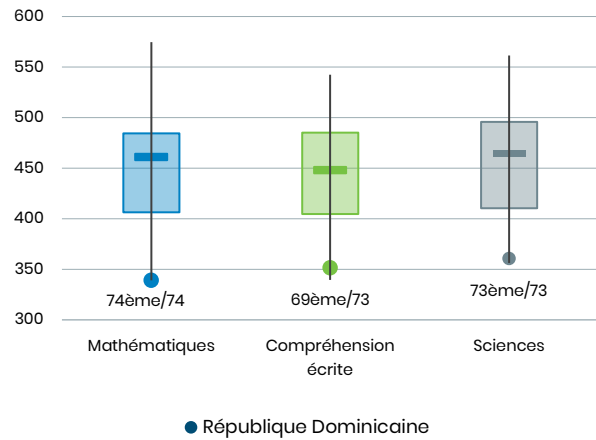
Malgré la hausse importante des ressources publiques, le système éducatif peine à assurer les compétences minimales des élèves. En 2013, le gouvernement a adopté le *Pacto Nacional Para la Reforma Educativa* (Pacte national pour la réforme éducative) qui a fixé une cible minimale de dépenses d'éducation à 4 % du PIB (contre moins de 2 % au moment de l'adoption). S'en est suivie une hausse importante des ressources dédiées à l'éducation nationale. Entre 2010 et 2024, le ratio de dépenses publiques éducatives a doublé et les effectifs d'enseignants dans les écoles primaires et secondaires ont été multipliés par 3,5 (**Graphique 30**). Si la hausse des taux de scolarisation primaire et secondaire reflète cet engagement, la qualité du système éducatif reste très insuffisante. Lors de la dernière évaluation du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE, les élèves dominicains étaient en moyenne parmi les moins bien classés en mathématiques, compréhension écrite et sciences (**Graphique 31**).

Graphique 30 – Ressources financières et humaines dans l'éducation nationale



Source : Banque mondiale.

Graphique 31 – Positionnement de la République dominicaine dans les scores PISA

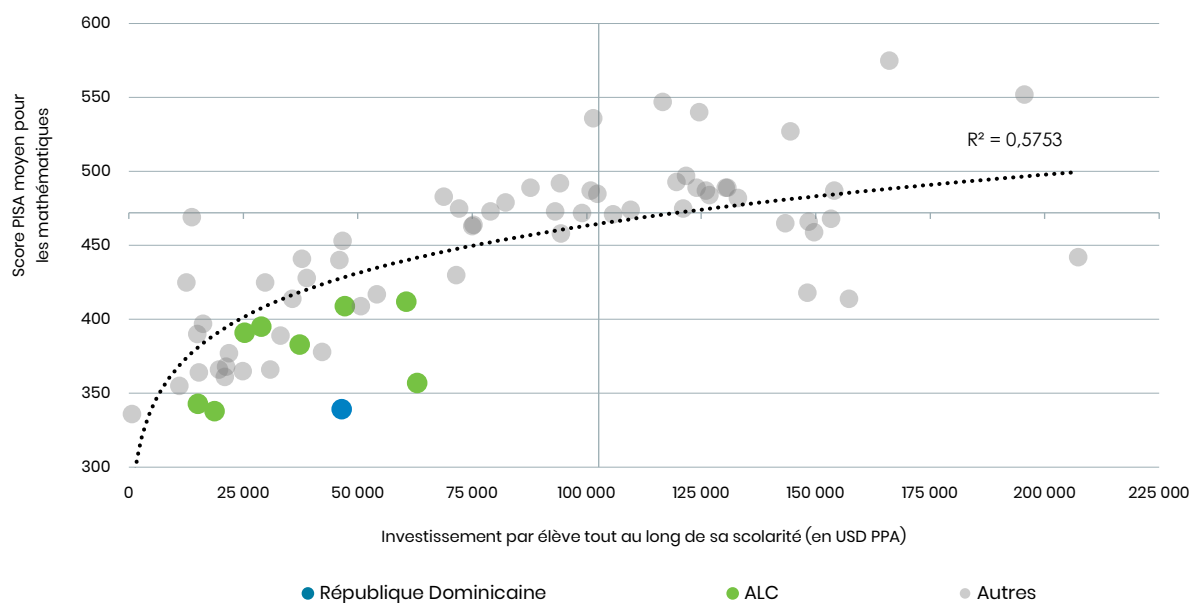


Source : OCDE, calculs de l'auteur.

Note sur le graphique 31 : Barres = médianes, rectangles colorés = écarts interquartiles, lignes noires = écarts min-max.

L'écart de connaissances avec la moyenne OCDE serait équivalent à 3 années de scolarité, soit la moitié d'un cycle d'enseignement secondaire. Le pays se démarque en termes d'inefficacité des dépenses dans son système éducatif, la performance des élèves étant en-deçà des attentes au vu des dépenses importantes engagées par élève (**Graphique 32**).

Graphique 32 – Investissements par élève vs compétences en mathématiques



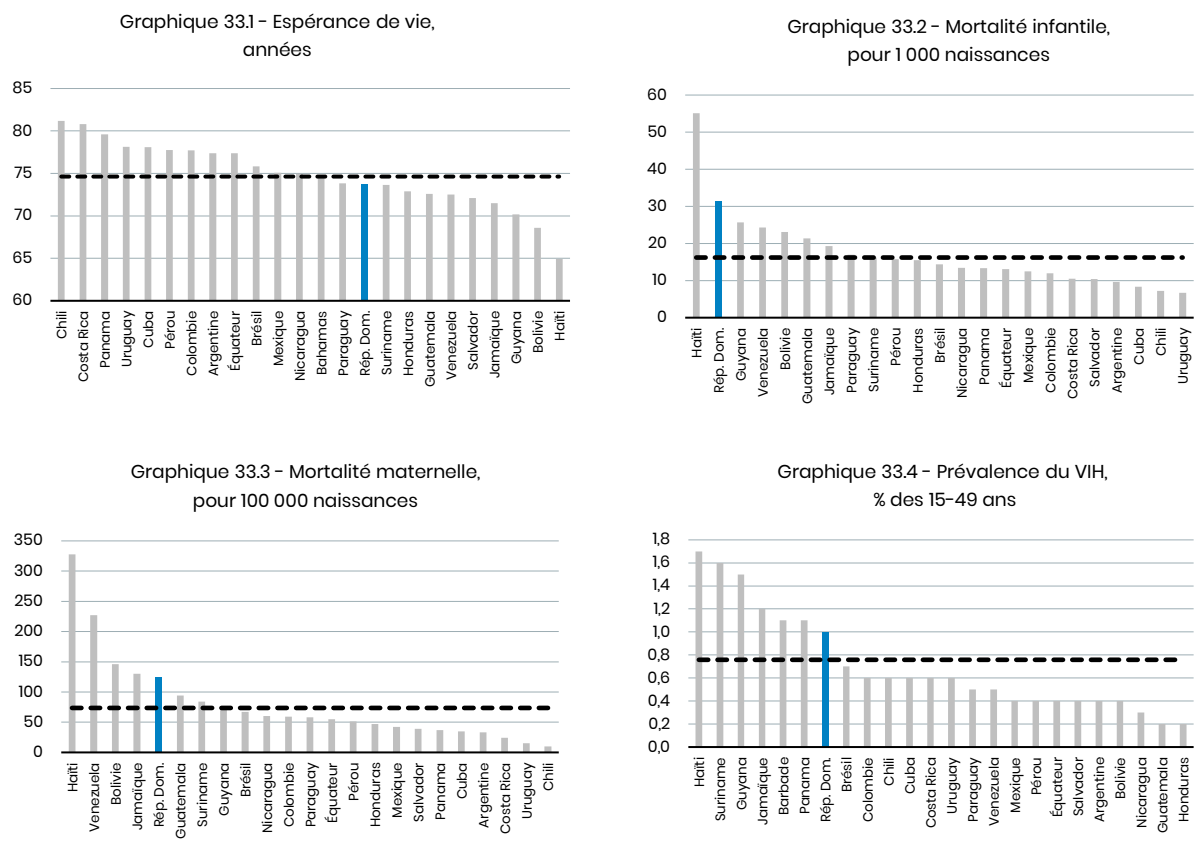
Source : OCDE.

Note sur le graphique 32 : Les axes se croisent aux moyennes OCDE.

La qualité des soins et les résultats en matière de santé sont faibles. Si l'espérance de vie (73,7 ans) n'est que légèrement en dessous de la moyenne d'ALC (74,6 ans), la République dominicaine accuse des retards importants sur plusieurs dimensions de la santé (**Graphique 33**). En effet, le pays se positionne parmi les plus fragiles d'ALC en ce qui concerne la santé reproductive avec un taux de mortalité maternelle de 124 morts pour 100 000 naissances. De même, la mortalité infantile est

très haute (31,4 morts pour 1 000 naissances), un taux que seul Haïti dépasse au sein de la région. Par ailleurs, 1,2 % de la population de 15 à 49 ans est séropositive. Dans les faits, l'accès aux services de santé reste inégal : 59 % de la population a recours aux établissements publics pour les consultations médicales et 51 % pour les hospitalisations. Ces taux baissent fortement pour les ménages les plus aisés qui optent pour des options privées, de meilleure qualité (Banque mondiale 2018).

Graphique 33 – Aperçu des résultats en matière de santé en ALC

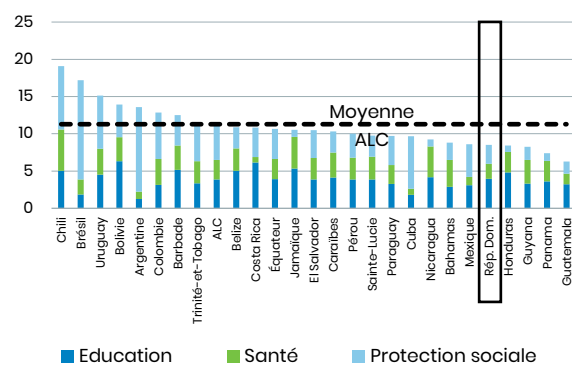


Source : Banque mondiale, calculs de l'auteur.

Le manque de ressources publiques pèse sur la performance des systèmes sociaux. Entre 2019 et 2023, ils ont été financés à hauteur de 8,5 % du PIB en moyenne, répartis comme suit : 4 % du PIB dans l'éducation, 2,5 % pour la protection sociale et 2 % dans la santé (**Graphique 34**). La République dominicaine se positionne donc parmi les pays d'ALC qui investissent le moins dans leurs systèmes sociaux. Néanmoins, les moyens mobilisés et la couverture de la protection sociale s'améliorent progressivement. Ce manque chronique de ressources, couplé à une dépense publique dont l'efficacité reste très imparfaite constituent des freins importants pour l'amélioration des conditions de vie des Dominicains, ce qui impacte fortement le développement du capital humain du pays ; l'indice de capital humain de 0,5 est l'un des plus faibles de la région (**Graphique 35**). En d'autres termes, cet indice signale qu'un

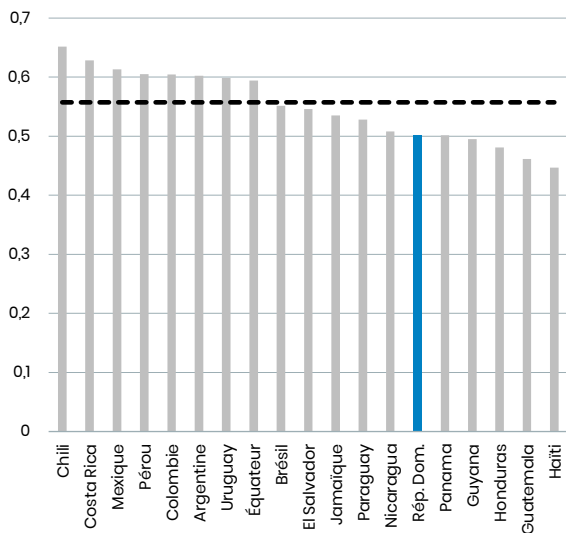
enfant dominicain né aujourd'hui n'attendrait que 50 % de son potentiel de capital humain du fait des défis de santé et d'éducation auxquels il fera face tout au long de sa vie.

Graphique 34 – Dépenses sociales publiques en ALC, 2019-2023 (% du PIB, moyenne)



Source : ECLAC, calculs de l'auteur.

Graphique 35 – Indice de capital humain en ALC, 2020



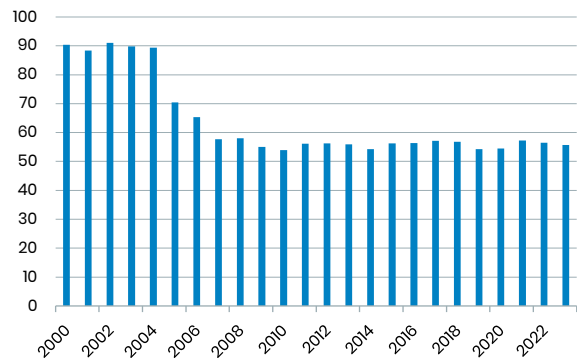
Source : Banque mondiale.

Le dynamisme économique ne bénéficie pas pleinement à la population

L’informalité de l’économie reste importante. Après une baisse notable au début des années 2000, l’informalité en République dominicaine stagne autour de 55 % des emplois depuis presque vingt ans (**Graphique 36**). Le taux d’informalité diffère fortement selon la catégorie professionnelle, atteignant 98 % pour l’auto-emploi (**Graphique 37**), et touche principalement les ménages les plus démunis (80 % pour le premier décile ; <5 % pour le dernier décile). Outre des conséquences sur la qualité des emplois, l’informalité exclut des pans entiers de la société des programmes de protection sociale et limite la capacité de l’État à lever l’impôt. En principe, l’informalité tient au fait que les coûts associés à la formalisation sont plus importants que les avantages qui en découlent (Loayza, Servén et Sugawara 2008). Vraisemblablement, l’informalité persistante en République dominicaine s’expliquerait par la

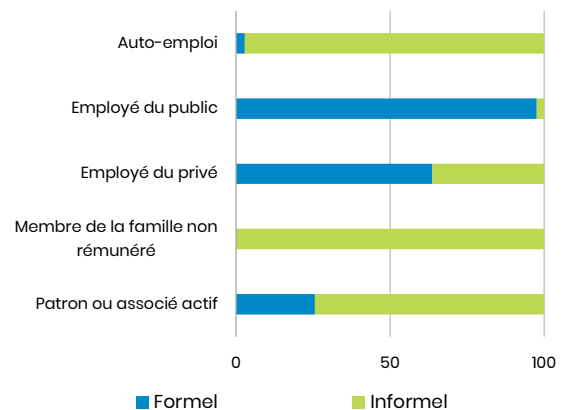
conjonction de deux facteurs : (i) un système fiscal trop complexe et coûteux avec des taux marginaux d’imposition élevés (voir section 4) ; et (ii) un système de protection sociale encore trop peu développé. La combinaison de ces deux facteurs décourage la formalisation des entreprises et des auto-entrepreneurs.

Graphique 36 – Taux d’informalité (% des emplois)



Source : OIT.

Graphique 37 – Parts formelles et informelles des catégories professionnelles

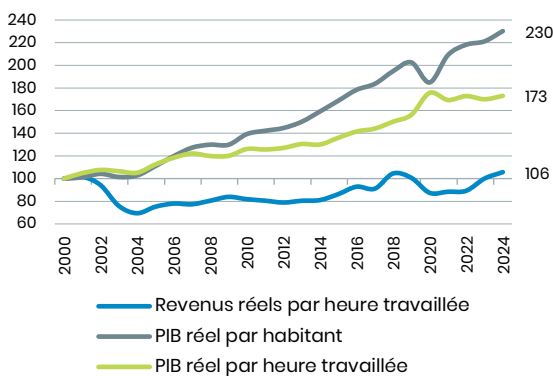


Source : Bosch Carcuro *et al.* 2024.

La performance économique semble déconnectée des revenus des ménages. Entre 2000 et 2024, le PIB réel par habitant a progressé de 130 % et le PIB réel par heure travaillée de 73 %. Pourtant, les revenus réels des ménages ont stagné sur la même période (+6 %, **Graphique 38**).

La crise bancaire de 2003 a fortement entamé les revenus réels des Dominicains, une crise dont le pays ne se serait visiblement redressé qu'en 2024. Alors que l'économie dominicaine a enregistré des performances économiques remarquables, cette déconnexion entre la création de richesse à l'échelle du pays et la stagnation des revenus des ménages est frappante et interroge sur l'inclusivité du modèle économique et social.

Graphique 38 – Revenus réels par heure travaillée et productivité (2000 = 100)



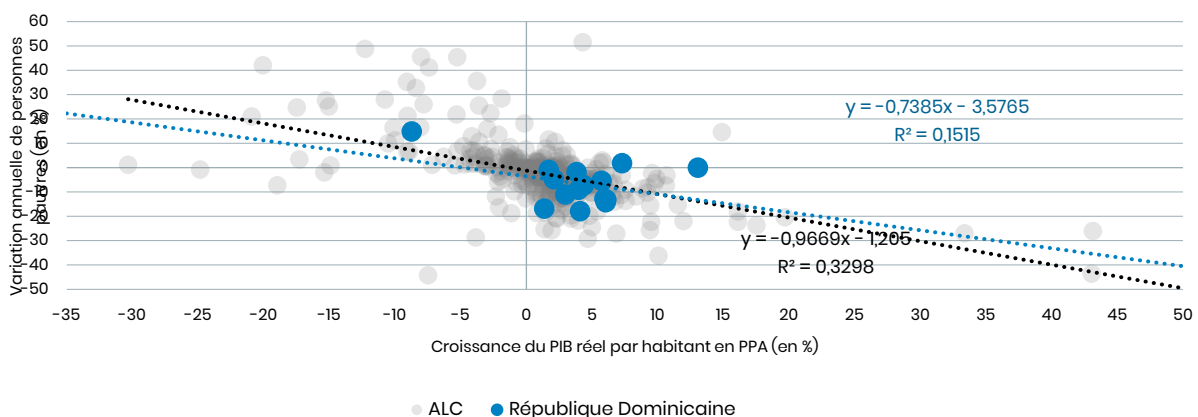
Source : BCRD, calculs de l'auteur.

Les retombées du dynamisme économique sur la pauvreté sont moins importantes qu'attendues. Comme mentionné

précédemment, la baisse de la pauvreté est l'un des succès du modèle de croissance dominicain. Cependant, le rythme de la réduction de la pauvreté monétaire n'a pas été à la hauteur de la performance économique du pays (Banque mondiale 2023c). En comparaison régionale, la relation entre la variation annuelle du PIB réel par habitant et celle du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est plus faible en République dominicaine que dans les autres pays d'ALC (**Graphique 39**).

À première vue, les inégalités semblent se réduire de façon considérable. Mais elles seraient, en réalité, fortement sous-estimées. Selon les chiffres officiels, la République dominicaine aurait réussi à fortement réduire les inégalités. Le coefficient de Gini est passé de 52 en 2000, en ligne avec la moyenne d'ALC (53), à 38 en 2023, bien en-dessous de la moyenne d'ALC de 45 (**Graphique 40**). Selon les enquêtes des ménages publiées par la BCRD et qui servent de base au calcul des indicateurs d'inégalités de revenus, cette baisse s'expliquerait par une hausse des revenus réels dans les déciles inférieurs et surtout une baisse tangible des revenus déclarés dans les ménages du décile supérieur.

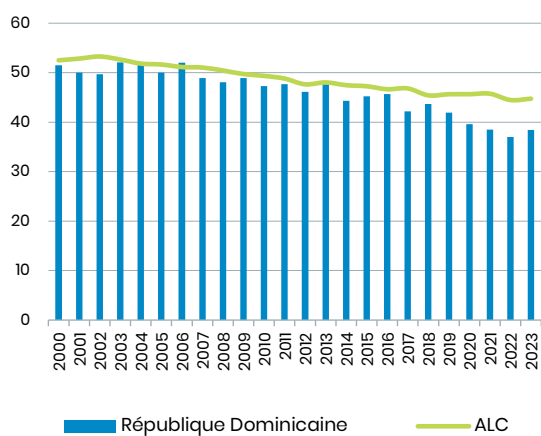
Graphique 39 – Relation entre la croissance économique et la réduction de la pauvreté en ALC, 2010-2024 (%)



Source : Banque mondiale, FMI, calculs de l'auteur.

Note sur le graphique 39 : Chaque point correspond à une observation par pays et année. Nous utilisons le seuil de pauvreté à moins de 6,85 USD/jour.

Graphique 40 – Coefficient de Gini de la République dominicaine (0-100)



Source : Banque mondiale.

Or l'utilisation des seules enquêtes auprès des ménages pour mesurer les inégalités est hasardeuse puisque les revenus des plus aisés, notamment les revenus du patrimoine, sont souvent sous-déclarés (Ruiz et Woloszko 2016). Selon une étude du *World Inequality Lab* ayant ajusté les enquêtes avec les données de l'administration fiscale et des comptes nationaux, le coefficient de Gini de 2019 atteint 63 (contre 50 dans les estimations officielles), tandis que la part des revenus captés par les 1% les plus aisés atteint 30% du revenu national (contre 10%, Alvaredo et al. 2022). Ceci placerait la République dominicaine parmi les pays ayant la plus forte concentration de revenu au monde.

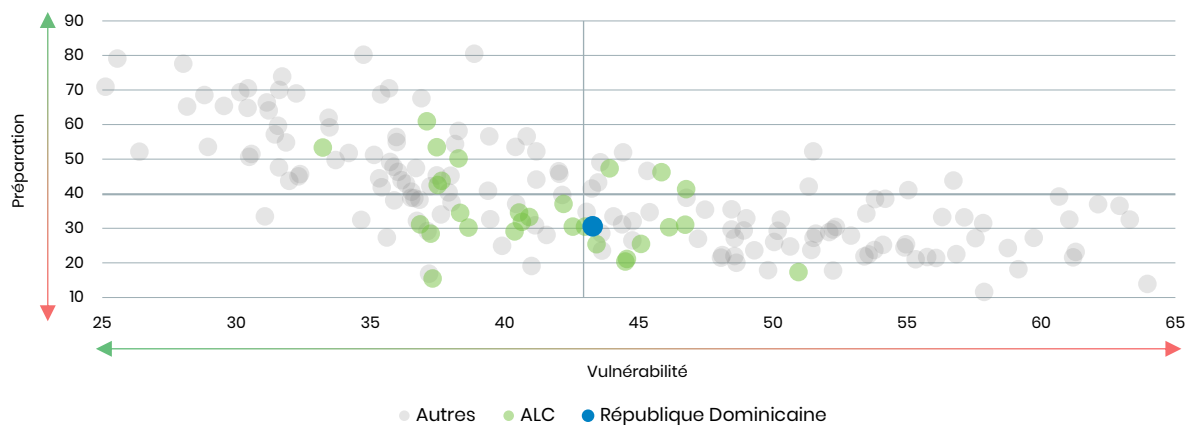
3. Des enjeux environnementaux majeurs

Une accumulation de pressions environnementales

La République dominicaine est exposée à une pluralité d'aléas climatiques, liés à sa topographie, sa position entre la mer des Caraïbes et l'océan Atlantique et son caractère insulaire. Les sécheresses, les inondations, les feux de brousse et surtout les cyclones frappent régulièrement le pays, causant des pertes humaines et économiques lourdes. Les zones côtières sont de plus en plus menacées par la montée des eaux, qui érode le trait de côte et représente un risque pour les infrastructures, notamment touristiques. Plus récemment, le phénomène de prolifération des sargasses du fait d'un réchauffement des températures océaniques, devient préoccupant. Ces algues brunes impactent la vie marine, dégradent les plages, menacent l'attractivité du pays pour les touristes et sont à l'origine de réels problèmes sanitaires (ex : gaz toxiques, érosion de la qualité de l'eau). Du fait de ces aléas, le pays est parmi les plus vulnérables d'ALC selon l'indice de risque climatique ND-GAIN (**Graphique 41**).

Les coûts économiques du changement climatique devraient s'accroître considérablement. Entre 1960 et 2025, les coûts directs et indirects des catastrophes climatiques sont estimés à 6,7 Mds USD selon les données EM-DAT). Plus le changement climatique s'aggrave, plus les pertes économiques pour le pays se font sentir. La Banque mondiale identifie cinq vecteurs de vulnérabilité pour la République dominicaine : (i) des tensions croissantes sur l'approvisionnement en eau pesant notamment sur le secteur agricole ; (ii) une érosion généralisée de la productivité du travail due au stress thermique ; (iii) des dommages causés aux infrastructures à cause de tempêtes tropicales plus fréquentes et sévères ; (iv) une baisse de la demande dans le secteur du tourisme dont l'activité serait de plus en plus perturbée par les aléas ; et (v) une dégradation des services écosystémiques. Pris ensemble, ces impacts pourraient éroder le PIB de 17 % à horizon 2050 (Banque mondiale 2023b).

Graphique 41 – Exposition au risque physique climatique (0-100)

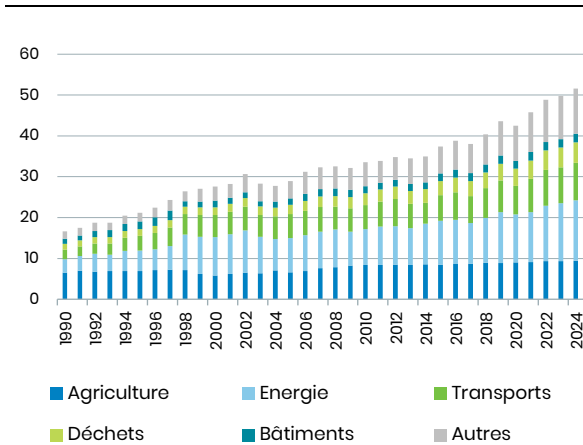


Source : ND-GAIN.

Note sur le graphique 41 : Les axes se croisent aux moyennes mondiales.

L'expansion démographique et surtout économique se traduit par une hausse des émissions de gaz à effet de serre (GES). Depuis 1990, la population et le PIB réel ont augmenté de 60 % et 444 % respectivement. Avec une population plus importante et une économie plus productive, les pressions environnementales se sont également accrues. Sur la même période, les émissions GES ont augmenté de 110 % (**Graphique 42**). Elles ont été tirées surtout par la hausse des émissions du système énergétique. Celui-ci est devenu le principal poste d'émission du pays (29 % des émissions), suivi des transports (18 %), de l'agriculture (18 %) et du secteur des déchets (10 %). La hausse des émissions s'est accompagnée d'une hausse progressive de l'intensité carbone de l'économie qui est passée de 2,3 t CO₂ éq/habitant en 1990 à 4,5 t CO₂ éq en 2024, bien qu'elle reste en dessous de la moyenne mondiale (>6 tCO₂ éq).

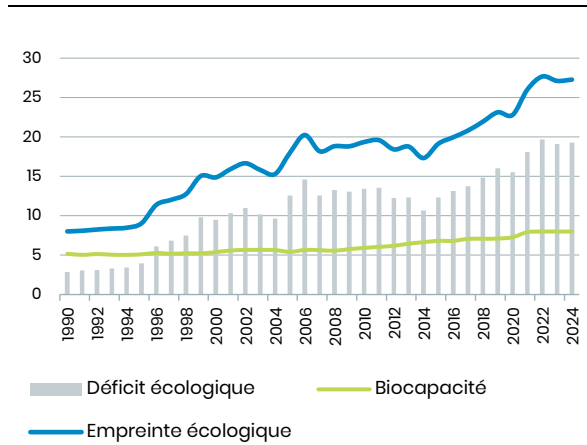
Graphique 42 – Émissions de GES de la République dominicaine (Mt CO₂ éq)



Source : DG EDGAR.

De même, l'empreinte écologique de la consommation dominicaine pèse de façon croissante sur les écosystèmes. Depuis 2000, les consommations d'eau (en m³), d'énergie primaire (en TWh) et de matières premières (en t) ont respectivement augmenté de 86 %, 56 % et 51 %. Le déficit écologique dominicain a par ailleurs été multiplié par 8 depuis 1990 (**Graphique 43**). La richesse naturelle dominicaine est ainsi sous pression, notamment en raison de la destruction des habitats, de l'expansion de l'agriculture, du développement du tourisme, de l'exploitation minière et de la propagation des infrastructures. Par ailleurs, la concentration des activités économiques sur la côte présente un défi d'envergure pour la préservation des écosystèmes marins. Après Haïti et Cuba, la République dominicaine est le pays des Caraïbes pour lequel le *Biodiversity Intactness Index*^[7] est le plus dégradé (**Graphique 44**).

Graphique 43 – Déficit écologique de la République dominicaine (Mha)^[8]



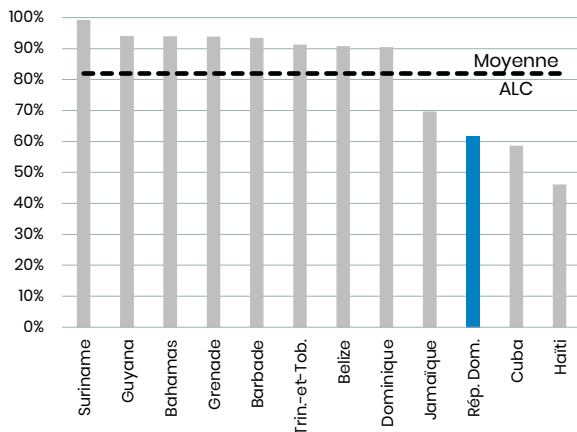
Source : Global Footprint Network, calculs ECO.

[7] Le *Biodiversity Intactness Index* mesure les pertes moyennes d'espèces initialement présentes sur le territoire d'un pays à cause de l'utilisation des sols. L'indice est exprimé sur une échelle allant de 100 % (la biodiversité reste intacte) à 0 % (aucune des espèces naturellement présentes subsistent sur le territoire).

[8] Nous reprenons ici l'empreinte écologique calculée par le Global Footprint Network qui mesure la

demande domestique totale pour les ressources et services écologiques, exprimée en hectares de superficie biologiquement productive. Un déficit écologique survient lorsque l'empreinte écologique dépasse les capacités de production de biens et services écologiques (soit la « biocapacité ») du territoire. Voir : <https://www.footprintnetwork.org/>.

Graphique 44 – Biodiversity Intactness Index dans les Caraïbes



Source : Biodiversity Intactness Index.

Un engagement environnemental clair, mais une mise en œuvre incomplète

Le gouvernement dominicain affiche un engagement fort sur le plan climatique. Le pays s'est doté d'une contribution déterminée au niveau national (CDN) révisée en 2020 qui détaille un ensemble ambitieux d'objectifs d'adaptation et d'atténuation, dont une cible de réduction des émissions de 27 % d'ici 2030 (objectif inconditionnel d'une réduction de 7 % ; réduction de 20 % conditionnée à l'aide internationale) par rapport à un scénario *business as usual*. Le pays aspire également à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. La priorité est mise sur : (i) l'accélération de la transition énergétique *via* le développement des énergies renouvelables (EnR) ; (ii) l'électrification croissante des bâtiments, des transports et de l'industrie ; (iii) la préservation des puits de carbone en adoptant de meilleures pratiques agricoles, forestières et d'utilisation des sols ; et (iv) la réduction des émissions liées aux déchets. La CDN détaille également des mesures d'adaptation pour assurer la sécurité hydrique et alimentaire, faire face aux risques sanitaires, bâtir des infrastructures

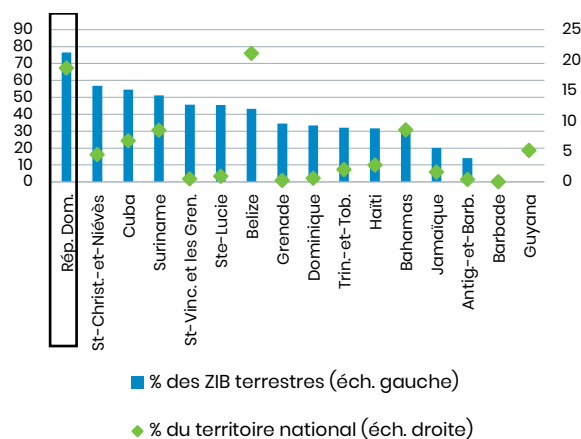
résilientes et préserver le capital naturel du pays. Les efforts pour réduire les émissions liées à l'usage des sols sont appuyés par la stratégie nationale de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+).

Les engagements du gouvernement se soldent par une montée en puissance des politiques publiques. Dès 2007, la République dominicaine a adopté la *Ley de Incentivo a la Energías Renovables*, créant des incitations financières en faveur des EnR et a rationalisé le cadre réglementaire pour faciliter le déploiement de projets. Les autorités ont également adopté plusieurs mesures pour mieux diriger les ressources financières vers des projets « verts ». Depuis 2023, le gouvernement a adopté un cadre de budgétisation verte, permettant d'identifier l'impact environnemental des dépenses publiques. En 2024, le pays a mis au point sa taxonomie verte, classifiant les activités et les actifs qui contribuent de manière tangible aux objectifs environnementaux du pays. Ceci se traduit en succès notables, notamment dans le déploiement des EnR. La capacité installée d'EnR était de 2 617 MW en septembre 2025, soit 40 % du potentiel de production totale du pays. La part des EnR dans la production d'électricité est passée de 12,6 % en 2009 à 22,2 % sur les neuf premiers mois de 2025, proche de la cible de 25 % des autorités. Sur l'adaptation, la *Ley de Gestión de Riesgo* de 2002 qui a établi un système de prévention des catastrophes ou la *Ley de Ordenamiento Territorial* de 2022 qui régule l'aménagement du territoire, sont des avancées cruciales pour bâtir une société plus résiliente.

Le pays a également progressé en matière de préservation de la biodiversité. La *Ley General sobre el Medio Ambiente y los Recursos Naturales* est le principal instrument permettant d'intégrer la conservation de la biodiversité dans les plans sectoriels. La stratégie de conservation s'est concentrée

sur la mise en place d'aires protégées avec des résultats tangibles. Le pays compte désormais 123 zones protégées qui couvrent environ un cinquième du territoire, ainsi que 76 % des zones importantes pour la biodiversité (ZIB) terrestres et 95 % des ZIB d'eau douce, soit, les taux les plus hauts des Caraïbes (**Graphique 45**). De même, le couvert forestier a augmenté de 43 000 hectares entre 2015 et 2025 en dépit de la déforestation que connaît le pays. La déforestation impacte surtout les forêts primaires et matures qui disparaissent progressivement à mesure que les jeunes forêts s'étendent. En conséquence, la plupart des forêts du pays, soit environ 1,6 million d'hectares, sont des forêts secondaires ou dégradées (Banque mondiale 2023b). Le gouvernement cherche également à favoriser le développement de l'éco-tourisme. Il a notamment classé la province de Samaná comme « province d'éco-tourisme », renforcé le cadre de planification des projets touristiques et cherche à mieux valoriser le patrimoine culturel et naturel du pays, en particulier à l'intérieur des terres. Bien que les dépenses liées à la protection de l'environnement aient été multipliées par quatre depuis 2015, elles ne représentent que 0,12 % du PIB, et restent inférieures à la moyenne des PRITS (~0,4 % du PIB).

Graphique 45 – Couverture des zones protégées dans les Caraïbes (% du territoire)



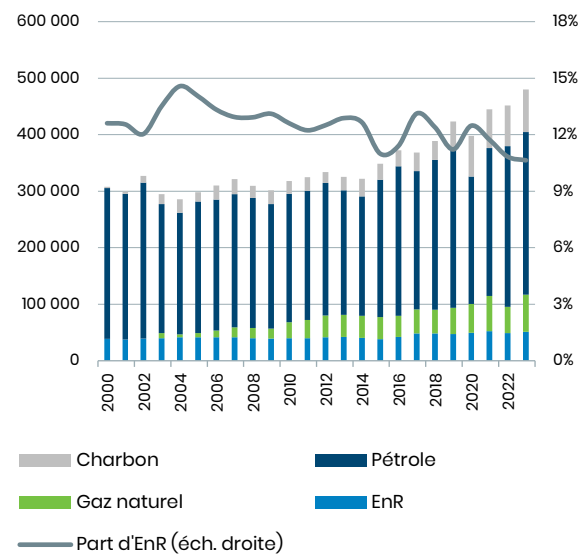
Source : Banque mondiale, FAO.

Cependant, la mise en œuvre des politiques environnementales est contrainte par des lacunes institutionnelles et un manque de ressources humaines et financières. Le pays n'a toujours pas adopté de loi-cadre sur le climat qui fixe des objectifs légaux à long terme, clarifie les responsabilités institutionnelles et établit une hiérarchie des stratégies et des plans. Le *Consejo Nacional para el Cambio Climático*, créé en 2008, ne s'est réuni que 2 fois dans les 15 années qui ont suivi. L'opérationnalisation des politiques environnementales pâtit par ailleurs d'un manque de compétences et de ressources humaines dans les services techniques des ministères, ce qui entrave l'avancée des projets. Enfin, les investissements nécessaires à la mise en œuvre de la CDN sont estimés à 8,7 Mds USD (7 % du PIB de 2024) pour l'adaptation et à 8,9 Mds USD (7,2 % du PIB) pour l'atténuation sur 2021-2030, soit, au total, 1,6 % du PIB par an en moyenne. Or, les financements internationaux et domestiques sont bien en-deçà des besoins (UNFCCC 2022). En outre, les coûts des mesures d'adaptation de la CDN semblent sous-estimés et pourraient doubler dans les années à venir. Ainsi, le pays risque de ne pas atteindre ses engagements climatiques. Selon le FMI (2025c), il est fort probable que la République dominicaine n'atteigne pas ses objectifs inconditionnel et conditionnel de réduction des émissions, respectivement de 7 % et 27 % d'ici 2030 par rapport au scénario tendanciel.

Par ailleurs, il reste à savoir si la vision du gouvernement pour le développement est compatible avec la soutenabilité environnementale. Comme pour beaucoup de pays, la montée en puissance des EnR arrive, pour l'heure en complément, plutôt qu'en remplacement, des énergies fossiles. Entre 2009 et 2023,

l'offre totale^[9] d'EnR a augmenté et se situe désormais à 11 500 TJ, contre 48 500 TJ pour le gaz naturel, 50 700 TJ pour le charbon et 67 500 TJ pour le pétrole (**Graphique 46**). De fait, le mix énergétique dominicain reste dominé par les énergies fossiles (le pétrole pèse 60 % du mix ; le charbon, 16 % ; et le gaz naturel, 14 %). La part des EnR dans le mix a même baissé, passant de 13 % en 2009 à 11 % en 2023, en dépit de la hausse de la part dans la production d'électricité. Le modèle dominicain, avec des rythmes de croissance économique importants, et la volonté de continuer à développer des infrastructures et des activités économiques à fort impact environnemental (tourisme, industries, mines) risque d'entrer en tension avec la quête de la soutenabilité environnementale. Une transition bas-carbone et écologique est possible, mais elle nécessitera de vastes investissements. En l'absence d'une mobilisation des ressources domestiques, les politiques environnementales du pays resteront tributaires des financements des bailleurs, dans un contexte de tension de l'aide publique au développement à l'échelle mondiale.

Graphique 46 – Offre totale d'énergie par source en République dominicaine (TJ)



Source : Banque mondiale, FAO.

[9] L'offre totale d'énergie comprend toute l'énergie produite ou importée dans un pays, moins celle qui est exportée ou stockée. Il représente toute l'énergie

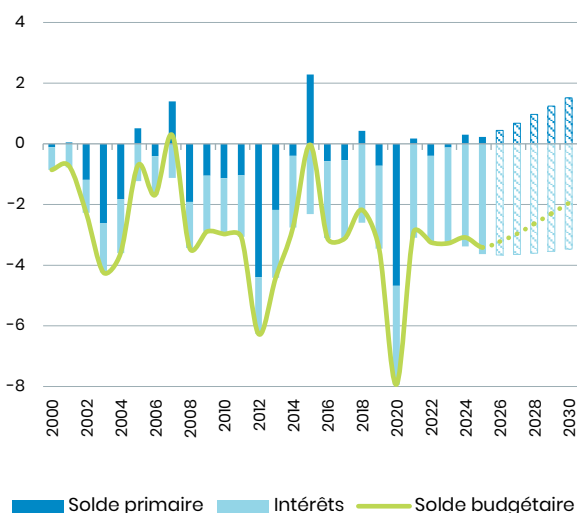
nécessaire pour approvisionner les utilisateurs finaux dans le pays.

4. Des finances publiques saines, mais aux marges de manœuvre contraintes

Un endettement public sous contrôle après des années de hausse

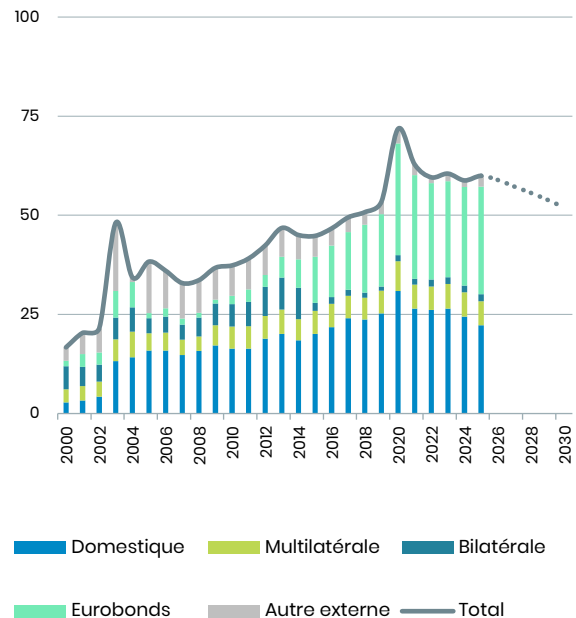
La dette publique a considérablement augmenté depuis 2007. Dans les années qui ont suivi la crise bancaire de 2003, le gouvernement dominicain avait réussi à équilibrer progressivement ses comptes publics (**Graphique 47**) et à réduire son endettement public jusqu'à un niveau modéré (33 % du PIB en 2007, **Graphique 48**). La crise financière mondiale a marqué un tournant dans les finances publiques du pays. Dès 2008, le déficit public s'est creusé et a représenté en moyenne 3 % du PIB entre 2008 et 2019. En 2020, la forte récession (-7,9 %) et la dégradation des comptes publics (déficit de 7,9 % du PIB) liées à la crise du Covid-19 ont poussé le ratio d'endettement à 72 % du PIB, un pic historique depuis le tournant du siècle.

Graphique 47 – Évolution des comptes publics dominicains (%)



Source : FMI, calculs de l'auteur.

Graphique 48 – Évolution du taux d'endettement public dominicain (% du PIB)



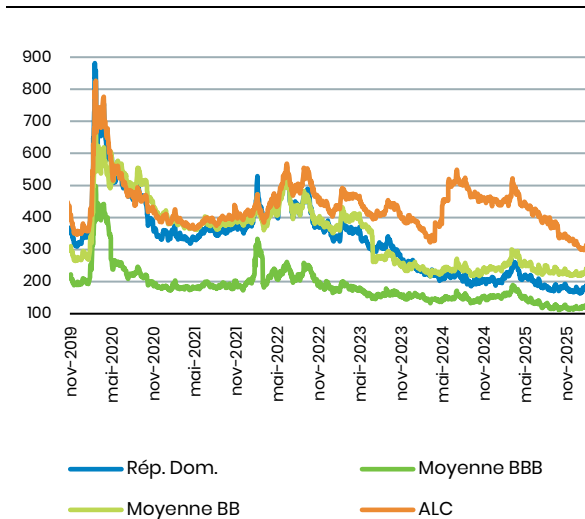
Source : FMI, BCRD, calculs de l'auteur.

En même temps, la structure de la dette a considérablement évolué et repose en grande partie sur des euro-obligations.

Dès le début des années 2000, la République dominicaine a émis ses premiers *eurobonds*, mais ce n'était que dans la période post-crise financière de 2008, avec la baisse généralisée des coûts de financement dans le monde, que ceux-ci ont commencé à jouer un rôle central dans le financement de l'État. Au total, la République dominicaine a émis 34 Mds USD d'*eurobonds* entre 2010 et 2025 et a continué d'en émettre à plusieurs reprises en 2020 et 2022 durant les crises de Covid-19 et des matières premières de 2022. Les *eurobonds* de l'État dominicain représentaient 48 % de la dette publique et 27 % du PIB en 2025.

Les appréciations du risque souverain dominicain par les marchés s'améliorent. Son *spread*, autour de 200 pbs en mars 2026, est proche des plus bas niveaux depuis 2007, et se situe à mi-chemin entre les moyennes des États notés BB (*"speculative grade"*) et BBB (*"investment grade"*, **Graphique 49**). De même, l'agence de notation S&P a relevé la notation souveraine de la République dominicaine de BB- à BB en décembre 2022, Moody's l'ayant rejoint en août 2025.

Graphique 49 – Spreads souverains EMBI en USD (pbs)



Source : JP Morgan.

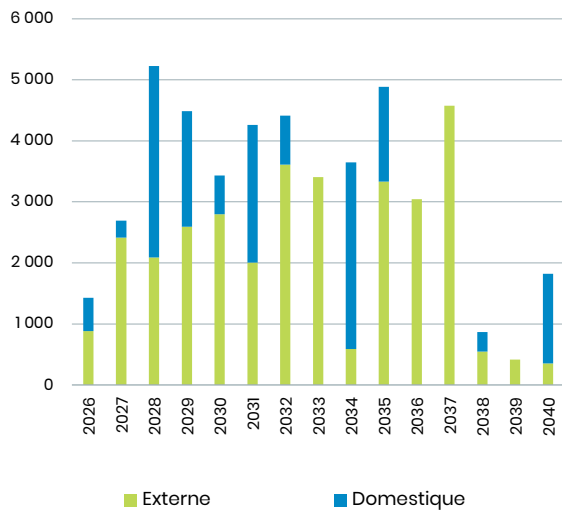
Grâce à la maîtrise du déficit et à une croissance favorable, la dette s'engagerait dans une trajectoire baissière. Le déficit public s'est fortement réduit depuis 2020 (7,9 % du PIB) et s'est stabilisé autour de son niveau pré-Covid (~3 % du PIB) entre 2021 et 2024. L'adoption de la *Ley de Responsabilidad Fiscal* (loi de responsabilité budgétaire) en 2024 fixe un ensemble cohérent de règles budgétaires, dont une cible de dette publique à 40 % du PIB d'ici 2035 et une limite de la hausse des dépenses primaires qui ne peut pas dépasser le taux d'inflation de plus de 3 %. Sa mise en œuvre devrait permettre d'ancrer les politiques budgétaires dans une certaine discipline à moyen terme. Des déficits

contenus et la reprise économique post-Covid ont permis de réduire le taux d'endettement public de 72 % du PIB en 2020 à 59 % du PIB en 2025, une tendance qui devrait se poursuivre à moyen terme. Cependant, le ratio de dette publique ne retrouverait pas ses niveaux de 2019 (53 % du PIB) avant 2030 selon les projections du FMI.

La République dominicaine bénéficie d'une bonne flexibilité dans le financement. En plus de son accès aux marchés internationaux, elle continue de jouir d'un fort soutien des bailleurs, dont la Banque interaméricaine de développement (7,2 % de la dette publique en août 2025), la Banque mondiale (3,9 %) et l'Agence française de développement (2,2 %), ses trois principaux partenaires financiers. Au total, les décaissements de partenaires bilatéraux et multilatéraux à destination de la République dominicaine représentaient 4,9 Mds USD en cumulé entre 2019 et 2023, soit 1 % du PIB en moyenne par an. De surcroît, le pays se finance sur les marchés domestiques qui deviennent de plus en plus profonds (les volumes négociés ont triplé entre 2019 et 2023). L'État a couvert 21 % de ses besoins de financement en moyenne sur 2020-2024 grâce au soutien des bailleurs, 29 % *via* les marchés domestiques et 51 % *via* des euro-obligations. La stratégie de gestion de la dette publique vise à accroître les parts de financements concessionnels et domestiques à respectivement 26 % et 35 % d'ici 2028 (Crédito Público 2024).

L'État fait face à des échéances importantes dans les années à venir dans un contexte d'incertitude sur les marchés internationaux. Avec l'échéance de plusieurs *eurobonds*, la République dominicaine fera face à des pics de remboursement de sa dette en 2028 (5,2 Mds USD) et 2035 (4,8 Mds USD) selon les données de Crédito Público (**Graphique 50**).

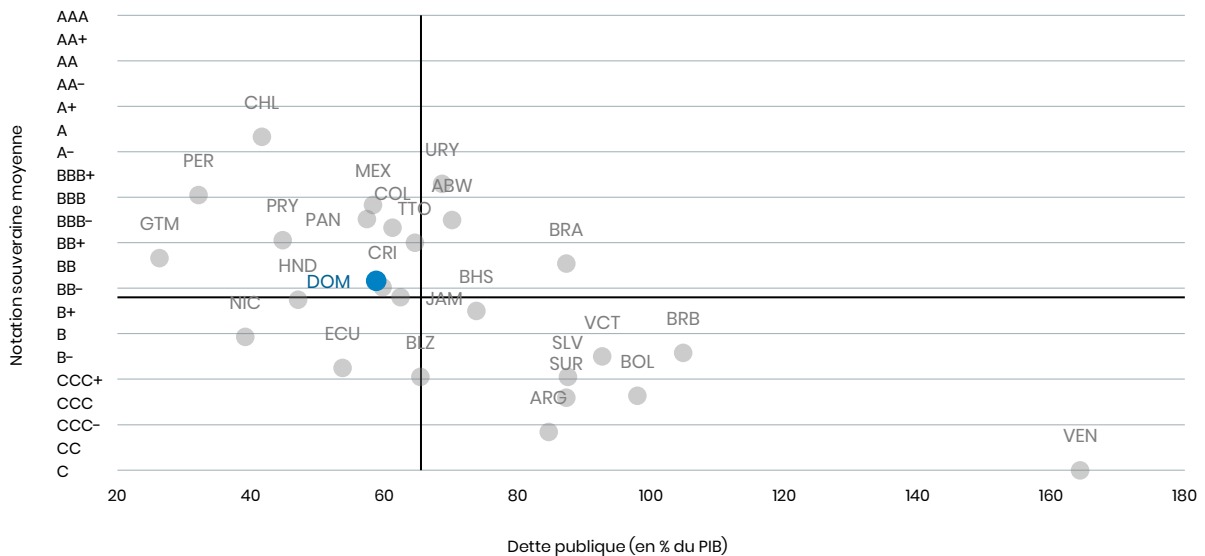
Graphique 50 – Profil d’amortissement de la dette publique dominicaine (M USD)



Source : Crédito Público.

Le refinancement de cette dette se fera certainement *via* d’autres euro-obligations et sera donc soumis aux conditions de financement qui prévaudront sur les marchés internationaux. Notons que la République Dominicaine se positionne parmi les pays d’ALC avec l’un des endettements et l’une des notations souveraines plus favorables (**Graphique 51**). Elle paraît donc particulièrement bien positionnée pour accéder aux marchés internationaux. Pour autant, la forte incertitude généralisée, la guerre au Moyen-Orient et le risque d’une déstabilisation politique, économique ou financière aux États-Unis pourrait fortement dégrader les conditions d’accès aux marchés internationaux, un point de vigilance important.

Graphique 51 – Endettement public et notations souveraines en ALC, 2024



Source : FMI, Banque mondiale.

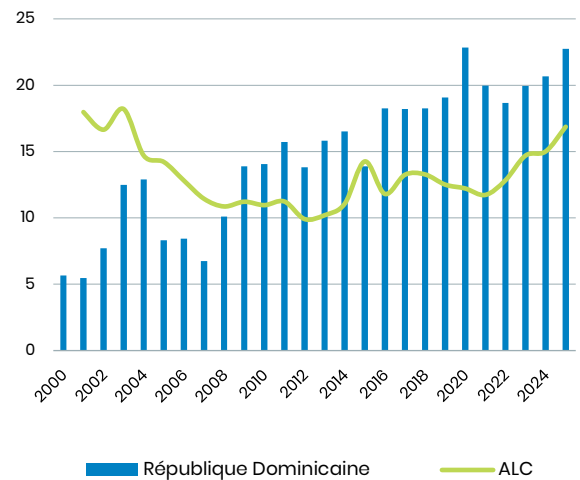
Note sur le graphique 51 : Les axes se croisent aux moyennes d’ALC ; les notations souveraines sont des moyennes simples des notations de Fitch, Moody’s et S&P.

L'État dominicain face à la contrainte budgétaire

Les recettes budgétaires de la République dominicaine sont parmi les plus faibles au monde. En 2024, elles représentaient 16,4 % du PIB, soit 13 % de PIB de moins que la moyenne d'ALC (29,3 % du PIB), positionnant la République dominicaine au 33^e rang mondial (sur 196) des pays avec les recettes les plus faibles. Cela tient en partie à un vaste système d'exemptions et à un niveau élevé d'évasion fiscale. De même, bien que le ratio des recettes sur PIB ait évolué ces dernières années – il était de 13,9 % du PIB en 2016 – il reste proche du niveau de 2007 (16,3 % du PIB) et bien en dessous de ceux qu'on observe dans les pays de même niveau de développement. La faiblesse des recettes constitue l'un des principaux défis du pays et contraint fortement ses marges de manœuvre budgétaires (*cf. infra*).

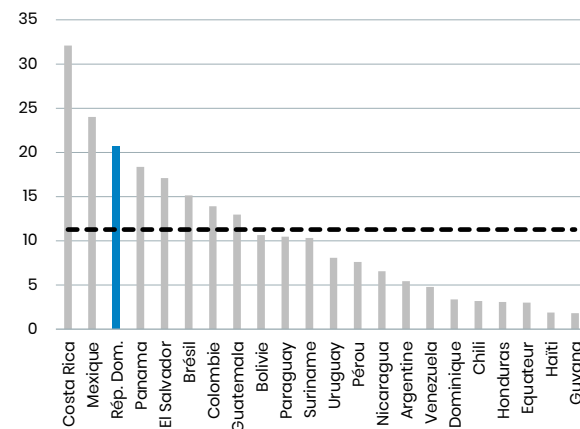
Bien que l'endettement soit maîtrisé, la charge d'intérêt ne cesse d'augmenter. La hausse marquée de l'endettement public depuis 2007, ainsi que son financement par des sources privées (notamment des euro-obligations) coûteuses se traduisent par une hausse progressive des paiements d'intérêts. Dans le même temps, les recettes budgétaires n'ont que peu évolué. Ainsi, la charge d'intérêt est passée de 5,5 % des recettes en 2000 à 20,7 % en 2024 (**Graphique 52**), soit l'un des pires ratios d'ALC après le Mexique et le Costa Rica (**Graphique 53**). En 2024, la République dominicaine a dépensé plus pour le remboursement des intérêts sur sa dette publique (3,5 % du PIB) que pour la défense, la protection de l'environnement, le logement et la santé combinés (2,9 % du PIB).

Graphique 52 – Évolution de la charge d'intérêt de la République dominicaine (% des recettes)



Source : FMI, calculs de l'auteur.

Graphique 53 – Charge d'intérêt en ALC (% des recettes PIB)

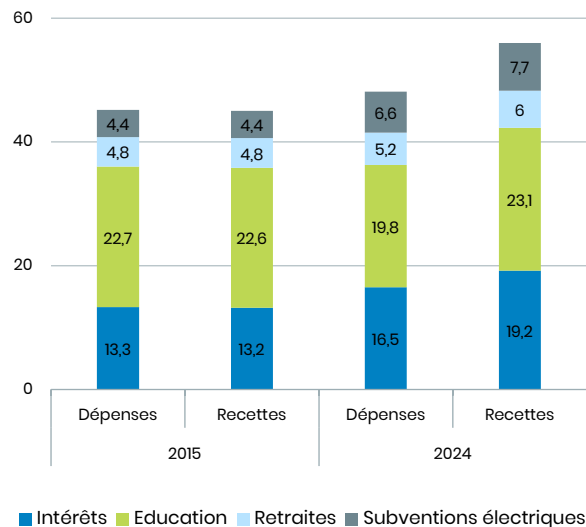


Source : FMI, calculs de l'auteur.

Le budget dominicain est caractérisé par une rigidité croissante. Au-delà de la charge d'intérêt, plusieurs composantes du budget sont particulièrement rigides dont : (i) les dépenses d'éducation, dont un plancher de 4 % du PIB par an est fixé par la loi ; (ii) les dépenses de retraites, qui représentent un engagement légal de l'État ; et (iii) les subventions à destination des entreprises publiques de distribution d'électricité, qui sont

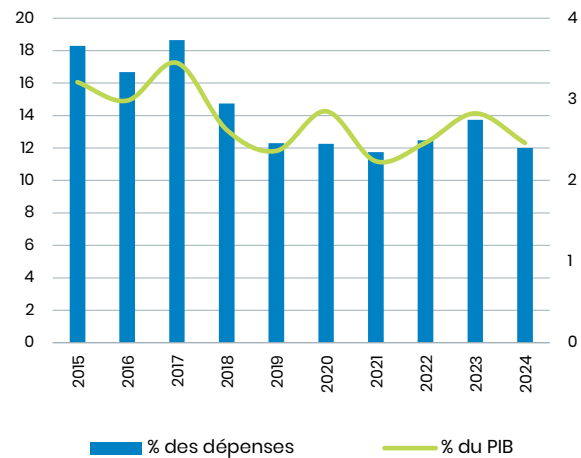
essentielles pour soutenir la viabilité financière du système énergétique. Avec la charge d'intérêt, ces trois postes représentaient 48 % des dépenses de l'État et absorbaient 56 % des recettes en 2024, une hausse de leurs parts respectives de 3 pp et 11 pp par rapport à 2015 (**Graphique 54**). En même temps, les dépenses d'investissement public ont baissé, passant de 18 % des dépenses totales (3,2 % du PIB) en 2015 à 12 % (2,5 % du PIB) en 2024 (**Graphique 55**). Le budget 2026 prévoit de maintenir l'investissement public à 2,5 % du PIB. Cependant, si les dépenses « rigides », notamment la charge d'intérêt, continuent de progresser sans mobilisation des recettes, les dépenses d'investissement risquent de poursuivre cette tendance baissière observée sur une longue période.

Graphique 54 – Poids des dépenses « rigides » dans le budget (%)



Source : Hacienda, calculs de l'auteur.

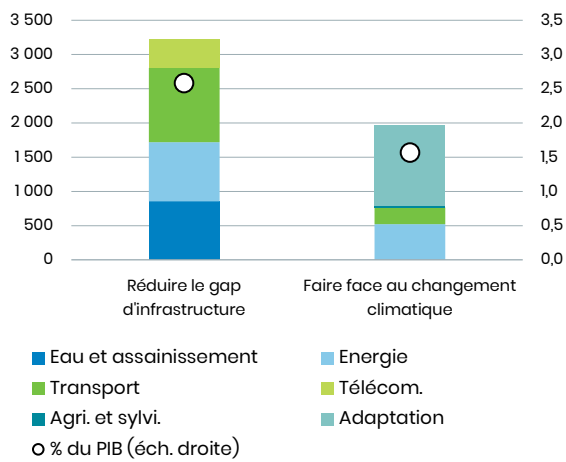
Graphique 55 – Dépenses d'investissement du gouvernement général (%)



Source : Hacienda, calculs de l'auteur.

Or, les besoins d'investissements sont importants, notamment dans l'infrastructure et les mesures d'adaptation/atténuation du changement climatique. Au cours des dernières années, la République dominicaine a réalisé d'importants investissements. Pourtant, la qualité de ses infrastructures, notamment celles liées aux services essentiels, reste insuffisante. Selon une étude de la Banque interaméricaine de développement (Bricchetti *et al.* 2021), la République dominicaine devra investir *a minima* environ 3,2 Mds USD (2,6 % du PIB de 2024) par an dans ses infrastructures clés d'ici 2030 pour atteindre les ODD liés à l'infrastructure (**Graphique 56**). Ce montant ne tient pas compte des besoins d'investissements liés au changement climatique. La Banque mondiale estime que les investissements nécessaires pour assurer un développement bas-carbone et résilient aux cyclones et à la montée des eaux seraient d'environ 2 Mds USD par an, soit 1,6 % du PIB (Banque mondiale 2023b). Une part importante de ces investissements nécessiteront l'appui financier de l'État, d'où l'importance de dégager des marges de manœuvre budgétaire dès maintenant.

Graphique 56 – Investissement annuel nécessaire d’ici 2030 pour assurer un développement durable

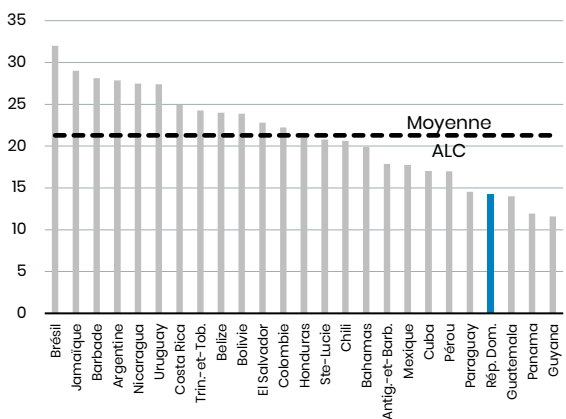


Source : Brichetti *et al.* 2021 ; Banque mondiale 2023 ; FMI, calculs de l’auteur.

Sur la nécessité d’une réforme fiscale

Les recettes fiscales^[10] de la République dominicaine sont particulièrement faibles malgré des taux d’imposition élevés. Celles-ci représentaient 14,3 % du PIB en 2024, soit 7,1 points de PIB en dessous de la moyenne régionale (Graphique 57).

Graphique 57 – Recettes fiscales en ALC, 2024 (% du PIB)



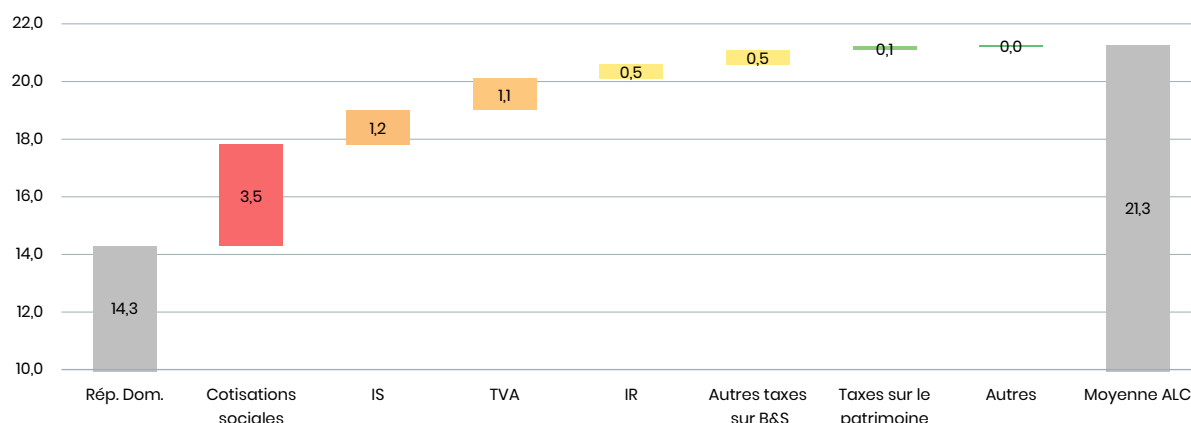
Source : OCDE, calculs de l’auteur.

Le **Graphique 58** présente l’écart entre les recettes fiscales dominicaines et les moyennes d’ALC par catégorie de recettes. Trois catégories de recettes – les cotisations sociales, l’impôt sur les sociétés et la TVA – représentent 83 % de cet écart. La majorité (3,5 pp du PIB, 51 % de l’écart) est liée à la faiblesse des cotisations sociales dominicaines, reflet de son système minimaliste de prestations sociales contributives. Les cotisations sociales ne représentent en effet que 0,1 % du PIB en République dominicaine, le niveau le plus bas observé en ALC. Les deux autres composantes principales sont l’impôt sur les sociétés (1,2 pp de PIB) et la TVA (1,1 pp). La faiblesse des recettes levées par ces impôts interroge, dans la mesure où la République dominicaine applique des taux d’imposition parmi les plus élevés en comparaison avec ses pairs (Graphique 59).

[10] Pour cette analyse, nous adoptons la définition de l’OCDE pour les recettes fiscales qui incluent les

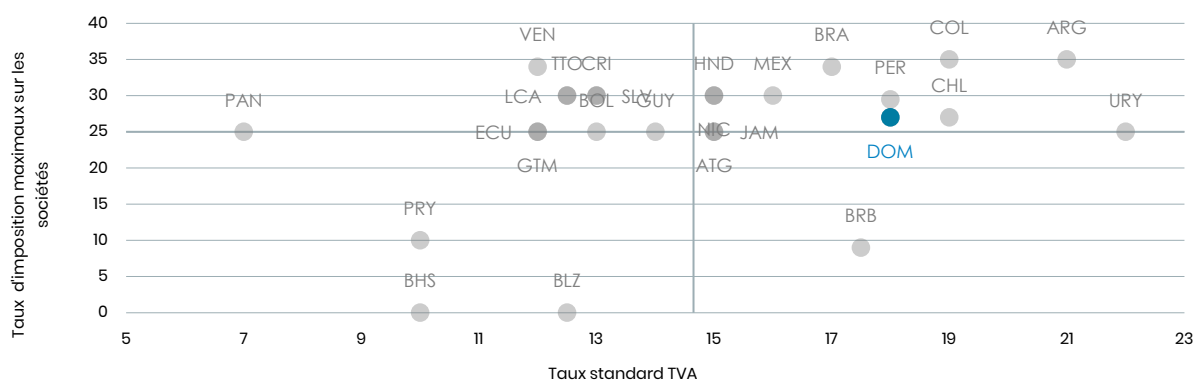
cotisations sociales obligatoires versées aux administrations publiques.

Graphique 58 – Écarts de recettes fiscales vs la moyenne d'ALC, 2024 (% du PIB)



Source : OCDE, calculs de l'auteur.

Graphique 59 – Taux appliqués pour l'impôt sur les sociétés et la TVA en ALC (%)



Source : Tax Foundation ; Inter-American Center of Tax Administrations ; OCDE.

Note sur le graphique 59 : Les axes se croisent aux moyennes d'ALC.

Le système fiscal dominicain est complexe, peu transparent, et traversé de mécanismes d'allégement (voire de contournement). Le code des impôts dominicain propose une multitude d'exonérations, de déductions, de taux zéro et d'abattements pour presque tous les impôts principaux (Banque mondiale 2021). Au total, les autorités estiment le coût budgétaire de ces avantages à 4,7 % du PIB en 2025 et 4,5 % en 2026 (Tableau 4). La complexité du système pèse sur la capacité des autorités à recouvrer l'impôt et à contrôler les déclarations, ce qui favorise l'évasion fiscale, elle aussi prépondérante. En 2018, les autorités dominicaines ont estimé le taux

d'évasion à 62 % pour l'impôt sur les sociétés, 57 % pour l'impôt sur le revenu et 44 % pour la TVA, soit une perte de 9,5 % du PIB en recettes fiscales (Hacienda 2018). Les autorités cherchent à combattre l'évasion fiscale, avec quelques signes positifs. Selon le FMI (2025b), les taux de recouvrement pour la TVA s'améliorent et se situent à 37 % en 2023, bien que le manque à gagner en termes de recettes reste important (2,9 % du PIB). En somme, la base fiscale du pays est fortement contrainte, ce qui fait peser sur un nombre restreint de ménages et d'entreprises une imposition perçue comme trop lourde au vu de la qualité des services publics et les incite à contourner eux aussi la fiscalité.

Tableau 4 – Coût budgétaire des niches fiscales (% du PIB)

Type d'impôt	2025	2026
TVA	2,7	2,5
Patrimoine	0,9	0,8
Impôt sur le revenu	0,5	0,5
Impôt sur les sociétés	0,2	0,2
Hydrocarbures	0,2	0,2
Droits de douane	0,2	0,2
Droits d'accise	0,1	0,1
Total	4,74	4,54

Source : OCDE, calculs de l'auteur.

Les lacunes du système fiscal ont des répercussions néfastes sur la trajectoire de développement du pays. Les contraintes budgétaires qui en découlent pèsent sur la capacité de l'État à financer une augmentation durable de l'investissement public et des dépenses sociales – pourtant nécessaires pour stimuler la productivité et la consommation privée tout en réduisant les inégalités et la pauvreté (Fonds monétaire international 2024). Le manque à gagner en termes de recettes budgétaires n'est toutefois pas la seule conséquence. Avec des taux d'imposition et des coûts de mise en conformité élevés, le système fiscal dominicain constitue un réel frein à la formalisation de l'économie et exclut de fait des segments entiers de la société des filets de sécurité sociaux. Il pourrait également contraindre l'accès aux financements, étant donné que des emprunteurs pratiquant l'évasion fiscale (ceci toucherait même les grandes entreprises) ne peuvent pas justifier de leur assise financière, leurs déclarations fiscales n'étant pas représentatives de leurs revenus.

L'annonce puis le retrait de la réforme fiscale par le gouvernement en octobre 2024 est un signal défavorable pour la trajectoire fiscale à moyen et long terme. La loi de modernisation fiscale proposait, entre autres, une simplification du système fiscal, une hausse de certains taux (ex. : droits d'accise), ainsi qu'une suppression d'une sélection d'incitations fiscales et d'exonérations pour plusieurs secteurs, dont le cinéma, le tourisme et l'exploitation minière (Hacienda 2024). Ce projet de loi aurait permis de dégager 1,5 % du PIB en recettes par an et d'apporter une réponse aux recommandations faites depuis des années par la communauté internationale (Fonds monétaire international 2024 ; Banque mondiale 2021 ; OCDE 2013). Quelques jours après l'annonce et face à une levée de boucliers du secteur privé et de la population, le président Abinader a retiré le projet de loi, expliquant que cela impliquera l'ajustement des projets de développement (Presidencia de la República Dominicana 2024). Ceci reflète la difficulté de mettre en œuvre une réforme fiscale en République dominicaine dont la nécessité semble pourtant reconnue par la classe politique, les milieux d'affaires et la population.

5. Conclusion

La République dominicaine s'est indéniablement positionnée comme l'une des économies les plus dynamiques d'Amérique latine. Son modèle économique, axé sur des dispositifs de promotion de secteurs stratégiques et une ouverture économique et financière croissante, a permis de faire émerger des activités à plus haute valeur ajoutée, de diversifier sa base productive, et de bâtir une économie plus résiliente. Cependant, ce modèle présente aussi quelques limites. Si les avancées dans le développement humain sont réelles, les faiblesses des systèmes sociaux empêchent les Dominicains de pleinement bénéficier de la croissance actuelle et freinent la libération du potentiel humain du pays. Alors que les besoins d'investissement dans les infrastructures, les services publics et le climat sont vastes, les recettes publiques sont insuffisantes pour répondre pleinement à ces enjeux.

La République dominicaine se distingue dans la région par sa remarquable stabilité politique. En ce qui concerne les questions économiques, le pays affiche une forte homogénéité idéologique entre les partis. Aucun des principaux partis ni organisations politiques ne cherche à remettre en cause l'économie de marché et il existe un large consensus sur les objectifs économiques à long terme (Bertelsmann Stiftung 2024). Ainsi, le pays serait l'un des moins polarisés d'ALC. Ceci s'est illustré lors de l'accession au pouvoir de Luis Abinader qui continue d'implémenter la

Estrategia Nacional de Desarrollo 2030, initialement conçue en 2012 par le *Partido de la Liberación*, aujourd'hui membre de l'opposition. L'Institut V-Dem a classé la République dominicaine parmi les rares nations qui sont encore aujourd'hui engagées dans un processus de démocratisation (Nord *et al.* 2025). Cette stabilité constitue un facteur clé pour l'attractivité du pays et a contribué à maintenir, dans la durée, une croissance dynamique.

L'élan réformateur que connaît le pays offre une précieuse opportunité pour relever les défis auxquels il est actuellement confronté. L'engagement politique en faveur des questions économiques, institutionnelles et sociales est notable, avec des avancées tangibles. Toutefois, plusieurs défis de longue date persistent, tels que l'inclusivité de la croissance, l'amélioration de la performance des systèmes sociaux et la rationalisation de la fiscalité. Or, l'inertie des autorités face à ces enjeux pourrait peser sur la trajectoire de développement à long terme. Le président Abinader bénéficie aujourd'hui d'une large majorité au Congrès (29 sièges sur 32 au Sénat, 147 sièges sur 190 à la Chambre des députés), et d'un véritable soutien populaire. Son gouvernement dispose donc d'un bon capital politique pour faire avancer ces chantiers. S'il y arrive, alors les conditions seront particulièrement favorables pour pleinement libérer le potentiel de la République dominicaine.

Bibliographie

- Alvaredo, Facundo, Mauricio De Rosa, Ignacio Flores et Marc Morgan. 2022. *Desigualdad del ingreso en la República Dominicana 2012–2019. Una revisión a partir de la combinación de fuentes de datos*. Documentos de Proyectos (LC/TS.2022/75). Santiago : Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL).
- Banque mondiale. 2023a. *Creating Markets in the Dominican Republic*. Washington, D.C. : The World Bank.
- Banque mondiale. 2023b. *Dominican Republic: Country Climat and Development Report*. Washington, D.C. : The World Bank.
- Banque mondiale. 2023c. *Dominican Republic Poverty Assessment 2023: Fast Tracking Poverty Reduction and Prosperity for all*. Washington, D.C. : The World Bank. <https://doi.org/10.1596/40565>.
- Banque mondiale. 2023d. *Trade Outcomes and Global Value Chain Integration in the Dominican Republic*. Policy Note 183481. Washington, D.C. : The World Bank.
- Banque mondiale. 2021. *Dominican Republic: Tax System Review*. World Bank Policy Note. Washington, D.C. : International Bank for Reconstruction and Development, The World Bank.
- Banque mondiale. 2018. *Dominican Republic: Systematic Country Diagnostic*. Washington, D.C. : The World Bank. <https://doi.org/10.1596/30055>.
- Banque mondiale. 2016. *Special economic zones in the Dominican Republic : policy considerations for a more competitive and inclusive sector. : Special economic zones, global value chains, and the degree of domestic linkages in the Dominican Republic*. Washington, D.C. : The World Bank.
- Belén, Ana et Benito Sánchez. 2023. "Distributive Politics: Clientelism and Social Expenditure in the Dominican Republic". Dans *Dominican Politics in the Twenty First Century: Continuity and Change*, sous la direction de Jacqueline Jiménez Polanco et Ernesto Sagás. New York : Routledge.
- Bertelsmann Stiftung. 2024. *BTI 2024 Country Report – Dominican Republic*. Gütersloh : Bertelsmann Stiftung.
- Bosch Carcuro, Matías, Francisco Alberto Tavárez Vásquez, Perla Massiel Rosario Fabián et Enmanuel de León Reyes. 2024. *Radiografía del trabajo y los salarios en República Dominicana. Análisis y perspectivas para el debate sobre desarrollo, bienestar y justicia social*. Saint-Domingue : Fundación Juan Bosch.
- Brichetti, Juan Pablo, Leonardo Mastronardi, María Eugenia Rivas Amiassorho, Tomás Serebrisky et Ben Solís. 2021. *The Infrastructure Gap in Latin America and the Caribbean*. S. L. : Interamerican Development Bank. <http://dx.doi.org/10.18235/0003759>.
- Cardoso, Jaime et Philip M. Young. 2002. *The Dominican Republic: Stabilization, Structural Reform, and Economic Growth*. Occasional Paper 206. Washington, D.C. : International Monetary Fund.
- Gobierno de la República Dominicana, Hacienda et Dirección General de Crédito Público. 2024. *Estrategia de Mediano Plazo para la Gestión de la Deuda Pública 2024–2028*. Saint-Domingue : Gobierno de la República Dominicana.

Fernandez-Corugedo, Emilio, Pamela Madrid et Frank Fuentes. 2024. "Fiscal Reform Can Help Dominican Republic Attract Greater Investment". *IMF News*, 24 juin 2024. <https://www.imf.org/en/news/articles/2024/06/24/cf-fiscal-reform-can-help-dominican-republic-attract-greater-investment>.

Fonds monétaire international (FMI). 2025a. *Dominican Republic: 2025 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report and Statement by the Executive Director for Dominican Republic*. IMF Staff Country Report 305. Washington, D.C. : International Monetary Fund.

FMI. 2025b. *Dominican Republic: Technical Assistance Report-Revenue Administration Gap Analysis Program (RA-GAP)-Gap in the Tax on Transfers of Industrialized Commodities and Services (ITBIS)*. Technical Assistance Report 095. Washington, D.C. : International Monetary Fund.

FMI. 2025c. *Dominican Republic: Technical Assistance Report-Climate Policy Diagnostic*. Technical Assistance Report 004. Washington, D.C. : International Monetary Fund.

FMI. 2024. *Dominican Republic: Article IV Consultation-Press Release and Staff Report*. IMF Staff Country Report 294. Washington, D.C. : International Monetary Fund.

Gopinath, Gita. 2025. "Gita Gopinath on the crash that could torch \$35trn of wealth". *The Economist*, 15 octobre 2025.

International Finance Corporation. 2023. *Country Private Sector Diagnostic. Creating Markets in the Dominican Republic. Investment opportunities and growth pathways to higher value addition, resilience, and inclusion*. Washington, D.C. : The World Bank.

Ministerio de Hacienda, Banco Central de República Dominicana et Ministerio de Economía, Planificación y Desarrollo. 2018. *Estimación des Incumplimiento Tributario en la República Dominicana*. Saint-Domingue : Hacienda de la República Dominicana.

Gobierno de la República Dominicana, Hacienda. 2024. *Ley de Modernización Fiscal*. Saint-Domingue : Gobierno de la República Dominicana, Ministerio de Hacienda de la República Dominicana.

Loayza, Norman V., Luis Servén et Naotaka Sugawara. 2009. *Informality in Latin America and the Caribbean*. Policy Research Working Papers 4888. Washington, D.C. : The World Bank. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-4888>.

Nord, Marina, David Altman, Tiago Fernandes, Ana Good God, Fabio Angiolillo et Staffant I. Lindberg. 2025. *Democracy Report 2025: 25 Years of Autocratization - Democracy Trumped?* Gothenburg : University of Gothenburg, V-Dem Institutue.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 2022. *Multi-dimensional Reveiw of the Dominican Republic: Towards Greater Well-Being for All*. Paris : OECD Development Pathways, OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/560c12bf-en>.

OCDE. 2013. *Fiscal policy for Development in the Dominican Republic*. Paris : OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/65a2a864-en>.

Presidencia de la República Dominicana. 2024. "Presidente Abinader anuncia que retira del Congreso el Proyecto de Ley de Modernización Fiscal". 19 octobre 2024. <https://presidencia.gob.do/noticias/presidente-abinader-anuncia-que-retira-del-congreso-el-proyecto-de-ley-de-modernizacion>.

Ratha, Dilip. 2006. "Trends, Determinants, and Macroeconomic Effects of Remittances". Dans *Global Economic Prospects. Economic Implications of Remittances and Migration 2006*, World Bank, 85-116. Washington, D.C. : International Bank for Reconstruction and Development, The World Bank.

Reyes, Jose Daniel; Miguel Eduardo Sanchez, Michael Joseph Ferrantino, Alejandro Riaño, Fabrice Fernand Defever, Jakob Engel, Guillermo Carlos Arenas et Semira Sahar Ahdiyyih. 2017. *Special economic zones in the Dominican Republic : policy considerations for a more competitive and inclusive sector*. Working Paper 112878. Washington, D.C. : The World Bank.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/184001487332346268> .

Ruiz, Nicolas et Nicolas Woloszko. 2016. *What do household surveys suggest about the top 1% incomes and inequality in OECD countries*. OECD Economics Department Working Papers 1265. Paris : OECD Publishing.
<https://doi.org/10.1787/5jrs556f36zt-en>.

Stojanov, Robert, Daniel Němec et Libor Žídek. 2019. "Evaluation of the Long-Term Stability and Impact of Remittances and Development Aid on Sustainable Economic Growth in Developing Countries". *Sustainability* 11 (6) : 1-18.

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). 2022. *Technical Assessment of Climate Finance in Dominican Republic. Annex to the Climate Finance Access and Mobilization Strategy for Dominican Republic 2022-2030*. Bonn : UNFCCC.

Liste des sigles et abréviations

ALC	Amérique latine et les Caraïbes
BCRD	<i>Banco Central de la República Dominicana</i>
CDN	contribution déterminée au niveau national
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
ECLAC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
EnR	énergies renouvelables
Fed	<i>Federal Reserve System</i> / Réserve fédérale des États-Unis
FMI	Fonds monétaire international
GES	gaz à effet de serre
IDE	investissements directs à l'étranger
IDH	indice de développement humain
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEC	<i>Observatory for Economic Complexity</i>
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONE	<i>Oficina Nacional de Estadística</i>
PIB	produit intérieur brut
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
PNP	prêt non performant
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PPA	parité de pouvoir d'achat
PRITS	pays à revenu intermédiaire supérieur
REDD+	Réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
RNB	revenu national brut
ZES	zones économiques spéciales
ZIB	zone importante pour la biodiversité

Liste des graphiques et tableaux

Graphiques

Graphique 1 – Croissance et PIB par habitant de la République dominicaine *versus* l'Amérique latine et Caraïbes

Graphique 2 – Croissance moyenne par composante, 1996-2025 (%)

Graphique 3 – Contribution sectorielle moyenne à la croissance, 1996-2025 (%)

Graphique 4 – Amérique latine et Caraïbes : convergence avec le niveau de vie des États-Unis, 2014-2024

Graphique 5 – Indice d'ouverture financière et droits de douane moyens

Graphique 6 – Nombre d'entreprises et d'emplois dans les zones économiques spéciales

Graphique 7 – Exportations des zones économiques spéciales par type d'activités

Graphique 8 – Entrées nettes d'IDE en République dominicaine (Mds USD)

Graphique 9 – Top 10 des bénéficiaires d'IDE en ALC, 2020-2024 (moyenne pluriannuelle)

Graphique 10 – Indice de complexité économique de la République dominicaine

Graphique 11 – Part des matières premières dans les exportations en ALC, 2021-2023

Graphique 12 – Performance du secteur touristique dominicain

Graphique 13 – Transferts de la diaspora en République dominicaine (% du PIB)

Graphique 14 – Transferts de la diaspora en ALC, 2020-2024 (% du PIB, moyenne)

Graphique 15 – Taille du secteur bancaire en ALC, 2021

Graphique 16 – Croissance du crédit bancaire (% , g. a.)

Graphique 17 – Croissance du PIB réel par trimestre (% , g. a.)

Graphique 18 – Droits de douane effectifs moyens imposés aux pays d'ALC par les États-Unis (%)

Graphique 19 – Taux d'inflation en République dominicaine (%)

Graphique 20 – Taux directeurs en République dominicaine et aux États-Unis

Graphique 21 – Pertes et subventions publiques dans la distribution d'électricité

Graphique 22 – Performances financières des entreprises publiques de distribution

Graphique 23 – Exportations de biens et services (% du PIB)

Graphique 24 – Dépenses locales et exportations des ZES

Graphique 25 – Taux d'accès aux services publics en République dominicaine (%)

Graphique 26 – Taux de pauvreté à 6,85 USD/jour en République dominicaine (%)

Graphique 27 – Taux de pauvreté à 6,85 USD/jour en ALC, 2022 (%)

- Graphique 28 – Taux de couverture des différents programmes de protection sociale (%)
- Graphique 29 – Aperçu des dépenses et de la couverture de *Supérate*
- Graphique 30 – Ressources financières et humaines dans l'éducation nationale
- Graphique 31 – Positionnement de la République dominicaine dans les scores PISA
- Graphique 32 – Investissements par élève vs compétences en mathématiques
- Graphique 33 – Aperçu des résultats en matière de santé en ALC
- Graphique 34 – Dépenses sociales publiques en ALC, 2019-2023 (% du PIB, moyenne)
- Graphique 35 – Indice de capital humain en ALC, 2020
- Graphique 36 – Taux d'informalité (% des emplois)
- Graphique 37 – Parts formelles et informelles des catégories professionnelles
- Graphique 38 – Revenus réels par heure travaillée et productivité (2000 = 100)
- Graphique 39 – Relation entre la croissance économique et la réduction de la pauvreté en ALC, 2010-2024 (%)
- Graphique 40 – Coefficient de Gini de la République dominicaine (0-100)
- Graphique 41 – Exposition au risque physique climatique (0-100)
- Graphique 42 – Émissions de GES de la République dominicaine (Mt CO₂ éq)
- Graphique 43 – Déficit écologique de la République dominicaine (Mha)
- Graphique 44 – *Biodiversity Intactness Index* dans les Caraïbes
- Graphique 45 – Couverture des zones protégées dans les Caraïbes (% du territoire)
- Graphique 46 – Offre totale d'énergie par source en République dominicaine (TJ)
- Graphique 47 – Évolution des comptes publics dominicains (%)
- Graphique 48 – Évolution du taux d'endettement public dominicain (% du PIB)
- Graphique 49 – *Spreads* souverains EMBI en USD (pbs)
- Graphique 50 – Profil d'amortissement de la dette publique dominicaine (M USD)
- Graphique 51 – Endettement public et notations souveraines en ALC, 2024
- Graphique 52 – Évolution de la charge d'intérêt de la République dominicaine (% des recettes)
- Graphique 53 – Charge d'intérêt en ALC (% des recettes PIB)
- Graphique 54 – Poids des dépenses « rigides » dans le budget (%)
- Graphique 55 – Dépenses d'investissement du gouvernement général (%)
- Graphique 56 – Investissement annuel nécessaire d'ici 2030 pour assurer un développement durable
- Graphique 57 – Recettes fiscales en ALC, 2024 (% du PIB)
- Graphique 58 – Écarts de recettes fiscales vs la moyenne d'ALC, 2024 (% du PIB)
- Graphique 59 – Taux appliqués pour l'impôt sur les sociétés et la TVA en ALC (%)

Tableaux

Tableau 1 – Les accords de libre-échange et d'investissement de la République dominicaine

Tableau 2 – Aperçu des indices de stabilité et de rentabilité bancaires

Tableau 3 – Indice de développement humain et ses composantes

Tableau 4 – Coût budgétaire des niches fiscales (% du PIB)

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Avec un catalogue de plus de 1000 titres et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares. Pour un monde en commun.

Avvertissement

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement ou des institutions partenaires.

Directeur de publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio
Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils
Conception et réalisation PUB

Date de fin de rédaction : 17/03/26

Crédits et autorisations

Licence Creative Commons

Attribution - Pas de commercialisation - Pas de modification
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



Dépôt légal 2^e trimestre 2026

ISSN 2116-4363

Imprimé par le service de reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications des Éditions Agence française de développement :
www.afd.fr/fr/publications-de-recherche